



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les recherches en économie rurale à l' I.N.R.A. : essai de bilan et perspectives

M. Denis Bergmann

Citer ce document / Cite this document :

Bergmann Denis. Les recherches en économie rurale à l' I.N.R.A. : essai de bilan et perspectives. In: Économie rurale. N°96, 1973. Le rôle des économistes ruraux. pp. 117-136;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1973.2224>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1973_num_96_1_2224

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LES RECHERCHES EN ÉCONOMIE RURALE A L'INRA

ESSAI DE BILAN ET PERSPECTIVES

par Denis BERGMANN

Institut national de la recherche agronomique, Paris

« The measure of a scholar is not how he reacts to evidence but how he resists tendentious propaganda. »

John K. GALBRAITH

The new Industrial State
Boston, Houghton Mifflin, 1967
(page 272 de l'édition Signet Books)

INTRODUCTION

A l'idée de recherche est indissolublement liée l'idée de **frontière de la connaissance**, d'avant-garde dans l'effort de l'homme pour restreindre l'importance de l'inconnu. Le rôle de la recherche est d'aller de l'avant sur **des sujets difficiles et inexplorés** pour lesquels la probabilité de réussir à trouver des explications plus valables et plus originales que celles qui préexistaient est nettement inférieure à l'unité. Un directeur d'équipe de recherche dont tous les projets seraient menés à leur terme en produisant les connaissances nouvelles attendues mériterait d'être critiqué. Il aurait, en effet, conduit ses équipes avec un conservatisme excessif, alors que en sa qualité de chercheur, il est payé pour oser (ceci ne veut pas dire, bien entendu, qu'il faille prendre des décisions méthodologiques irréflechies) (1).

Traiter de l'état des recherches en économie rurale, c'est donc exposer l'activité et les principales acquisitions scientifiques des groupes de travailleurs scientifiques qui œuvrent pour faire reculer cette frontière de la connaissance. Ce n'est pas traiter du travail — dont l'utilité n'est pas en cause ici — de ceux qui diffusent la connaissance préexistante ou qui l'appliquent ou même qui la consolident sur des points mineurs.

Il est donc normal, puisque nous nous limitons ainsi au travail à la frontière, que nous insistions particulièrement sur l'œuvre des chercheurs regroupés dans des instituts de recherche spécialisés. Pour des raisons bien évidentes, nous aurons tendance à insister sur l'activité des chercheurs du département d'économie et de sociologie rurales de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA). Ceci risque

d'être injuste pour les travaux de recherche faits par des enseignants, par divers groupes administratifs et para-administratifs, par certains organismes professionnels. Nous nous en excusons après d'eux.

La situation de l'école française d'économie rurale et de l'activité française de recherches dans ce domaine est en effet caractérisée :

a) par la prééminence de l'INRA (du moins en économie rurale, nous verrons ultérieurement qu'il n'en est pas encore de même en sociologie rurale) ;

b) par une pénurie générale des ressources dans ce secteur. Cette pénurie impose au trop petit nombre de chercheurs disponibles de concentrer leurs trop faibles moyens sur les zones les plus stratégiques et les plus ambitieuses de la frontière de la connaissance, laissant à d'autres organismes tout ce qui est répétitif et même une partie de ce qui est original mais semble relativement simple.

Il faut souligner en cette matière, dès notre introduction, combien la situation française est différente de celle qui existe dans plusieurs pays étrangers. Considérons par exemple les Etats-Unis. Il y a 450 chercheurs à l'Economic Research Service (ERS) du Ministère Fédéral de l'Agriculture, et plusieurs fois ce nombre d'enseignants-chercheurs dans les universités. Comparé aux 70 chercheurs de l'INRA, l'ERS est donc six fois plus important, alors que les problèmes de l'agriculture américaine ne semblent pas six fois plus complexes et variés que ceux de l'agriculture française. Il est donc évident que l'ERS peut se permettre d'avoir une stratégie de recherche moins sélective que la stratégie de l'INRA. Aux Pays-Bas, le Landbouw Economisch Instituut (LEI) emploie à peu près les mêmes effectifs que le département d'économie de l'INRA, mais pour une agriculture plus simple que la nôtre. Il a donc nettement plus de moyens relativement que nous, surtout si on tient compte du fait que d'importantes recherches sur tous les problèmes de marchés agricoles sont faits par les organisations inter-professionnelles par produits (les Produktschaapen).

* Le présent rapport n'engage que son auteur et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'organisme dont il fait partie. Plusieurs chercheurs de l'INRA ont aidé à améliorer une version provisoire ; qu'ils soient ici remerciés.

(1) Cette idée paraît évidente et à la limite du truisme. Il faut pourtant reconnaître que certains administratifs ont parfois du mal à l'admettre. Il y a quelques années, un de mes supérieurs, homme d'une grande expérience des relations entre la recherche et les décideurs administratifs et politiques de haut niveau, m'a recommandé de ne pas développer ce thème devant un groupe de ces grands messieurs car je n'aurais pas, d'après lui, été compris...

Ces caractéristiques fondamentales, qui dominent tout le problème du choix de la stratégie de recherches, étant rappelées, nous tenterons, dans le présent rapport, non seulement de préciser ce qui a été acquis mais de donner quelques indications sur les zones d'ombre — et elles sont encore très nombreuses — et sur les voies qui nous semblent prioritaires pour les éclairer.

En effet, le bilan d'un organisme de recherches ne peut être statique et arrêté à une date donnée. Un organisme de recherches doit, par essence même, être mouvant et dynamique (s'il ne l'est pas, il mérite de disparaître). Notre analyse du passé sera donc accompagnée d'un examen prospectif.

Si l'essentiel sera donc de présenter des courants et acquisitions de la recherche, il faudra, en préambule, exprimer quelques idées sur l'outil de recherche qui a été créé, ses forces et ses faiblesses.

Mais il faut, auparavant, rappeler quelques faits historiques élémentaires et souvent ignorés des jeunes.

La situation vers la fin des années 1950

Il n'est pas inutile de rappeler aux jeunes générations la situation véritablement catastrophique de l'économie rurale au cours de la première moitié du siècle. Pour la mesurer, l'on peut, par exemple, regarder les contributions françaises aux conférences triennales de l'Association Internationale des Economistes Ruraux à partir de sa création en 1929. Cette médiocrité de la science française de l'économie rurale reflétait d'ailleurs l'état général d'insuffisance (jointe à un manque de modestie très répandu) qui caractérisait l'enseignement de la science économique en France. Rappelons, par exemple, le temps qu'il a fallu pour que les professeurs d'économie politique français se rendent compte du phénomène keynesien.

En raison de cette faiblesse de l'école française d'économie rurale, il n'est pas étonnant que des praticiens comme J. Ferté, ou des agronomes comme R. Dumont, se soient lancés, avec une formation théorique insuffisante, dans des études concrètes de l'économie rurale. Leur intervention, extrêmement positive, traduisait la carence des spécialistes.

Le renouveau de l'économie française après la Libération, la création de la Société Française d'Economie Rurale en 1948, le Développement en 1954, du premier centre de gestion dans l'Eure sous l'inspiration de J.-B. Chombart de Lauwe (avec l'aide de Pierre Mendès-France), le recrutement, enfin, de quelques chercheurs en économie par l'I.N.R.A., surtout à partir de 1956, marquent un retournement de la situation.

La recherche de processus plus scientifique dans la mise en œuvre du conseil de gestion aux exploitations agricoles a été la première tâche des économistes de l'INRA — et cette priorité était opportune. Il fallait en effet, pour développer le conseil de gestion, en normaliser les règles et surtout mieux relier les préceptes fournis aux agriculteurs aux principes de la théorie de la production. Ceci n'était pas encore complètement réalisé en 1960. Il a fallu plusieurs années encore pour que la théorie économique l'emporte sur l'empirisme des préceptes de bon sens.

Mais dès la fin des années 50, en même temps qu'ils contribuaient à asseoir la gestion des exploitations agricoles sur des bases de théories micro-économiques plus solides, les jeunes chercheurs de l'INRA engageaient les premières recherches sur les structures agricoles et les marchés des facteurs de production mis en œuvre par les agriculteurs, d'une part, sur les marchés agricoles, les diverses branches et les relations agriculture-industrie, d'autre part. Nous retrouverons ultérieurement les principales acquisitions scientifiques faites en ces matières.

Ce qu'il importe de souligner, dans cette section introductive, c'est que, dès 1960, un net retournement de tendance avait pu être opéré. Une demande se manifestait dans les milieux agricoles pour des études économiques. Particulièrement vive en matière de gestion, cette demande commençait à être satisfaite. Grâce aux efforts de quelques précurseurs la position de la France sur le plan international commençait à s'améliorer un tout petit peu.

Mais déjà un certain nombre de divergences d'opinion et peut-être même de coupures conceptuelles apparaissaient dans le groupe, jeune et bouillonnant, des économistes ruraux, divergences et coupures qui allaient souvent s'accroître au cours des années ultérieures.

Certains voulaient, à l'exemple des divisions fréquemment rencontrées aux Etats-Unis, séparer les économistes ruraux en spécialistes de la production et spécialistes de la commercialisation. Cette coupure paraissait inopportune à beaucoup de jeunes chercheurs, en particulier au moment même où la découverte de l'importance du phénomène d'intégration verticale montrait son caractère périmé. Elle fut donc rapidement et heureusement rejetée.

Plus grave fut le conflit entre des économistes fortement armés sur le plan de la théorie économique et ceux qui, aidés par une excellente expérience concrète, travaillaient à guider le conseil de gestion en fournissant essentiellement des analyses statistiques et des comparaisons inter-entreprises. Ces travaux étaient utiles, sans doute, mais reposaient sur des analyses économiques insuffisantes et sur une confusion entre corrélation et causalité. Il a donc fallu, malgré le mérite utilitaire de ces analyses empiriques, et en dépit de toute la sympathie personnelle que l'on pouvait avoir pour ceux qui les conduisent avec beaucoup de dévouement, brutaliser un peu ces « gestionnaires » au ras du sol pour leur faire comprendre la nécessité d'une analyse mieux reliée à un cadre conceptuel solide et aux principes fondamentaux de la théorie économique. Mais comme les praticiens étaient en général des « provinciaux », et leurs censeurs surtout les Parisiens, les débats qui s'instaurèrent, et qui furent dans l'ensemble utiles, ont peut-être semé le germe d'un certain malentendu Paris-Provence.

Si nous signalons ces quelques problèmes, c'est par désir de présenter une analyse aussi soignée et étayée que possible. Il ne faut surtout pas les surestimer. Ils ne sont rien à côté de ceux qui apparurent au grand jour au moment de mai-juin 1968 et au cours des années ultérieures. Ils n'empêchèrent pas une croissance d'ensemble, une acquisition rapide de connaissances nouvelles au cours de cette période de la fin des années 1950. Le mouvement scientifique était donc amorcé en 1960. Il faut maintenant étudier plus à fond les résultats des douze dernières années.

I — LE PREMIER RESULTAT : UN OUTIL A ETE FORGE

Dans ce chapitre introductif, nous traiterons essentiellement du département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA. C'est lui, en effet, l'essentiel de l'outil français de recherches en économie rurale.

Le fait essentiel est que cet outil existe, qu'il a sa place dans l'ensemble de la recherche française, que l'on ne peut plus l'ignorer. Il est reconnu par les autres chercheurs en économie, par les autres chercheurs agronomiques de l'INRA (encore qu'ils aient parfois tendance à confondre recherche économique et petit calcul comptable sur la rentabilité d'une technique), par les collègues étrangers, auprès desquels notre position semble même assez forte.

Cette audience est en elle-même un danger potentiel. D'après certaines thèses, tout organisme de recherche économique tend à entrer en conflit avec le pouvoir dès qu'il prend une importance perceptible. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement et voudrions simplement ici poser quelques questions et préciser un certain nombre de caractéristiques de l'organisme.

Nous traiterons successivement et brièvement : des chercheurs, des structures et institutions, des conflits idéologiques.

Les chercheurs

Il est à peine nécessaire de rappeler que, surtout il y a quelques années, l'on ne trouvait pas, sur le marché du travail, des personnes ayant les connaissances nécessaires pour faire de la recherche en économie rurale. Il fallait donc recruter des jeunes diplômés insuffisamment préparés, mais potentiellement capables, les former et éliminer ceux qui ne paraissaient pas aptes à la recherche. Ce processus d'élimination est particulièrement difficile à assurer en période de stagnation des effectifs globaux — comme c'est le cas depuis 1967 — et dans un organisme à statut rigide. Heureusement un certain nombre de chercheurs du département sont partis vers d'autres activités, ce qui a permis de maintenir, malgré cette stagnation totale, un petit afflux de sang nouveau.

Comme dans tout l'INRA, il y a eu probablement une tendance un peu trop marquée à recruter des agronomes plutôt que des économistes. Mais finalement la plupart de ces agronomes ont pu acquérir une solide formation complémentaire en économie. Bien entendu, les efforts de formation et de recyclage ne s'arrêtent pas avec l'acquisition d'un diplôme, même s'il s'agit d'un doctorat. Il faut les continuer sans cesse. Il n'est pas sûr que l'on ait fait assez en cette matière — du moins dans certaines unités.

Les chercheurs de l'INRA doivent, à intervalles relativement fréquents, passer des concours. Ceci a provoqué une certaine distorsion regrettable dans le choix de certains sujets de recherche ou plutôt de certaines méthodes d'approche pour étudier ces sujets. Certains candidats aux concours pensent, en effet, que l'on augmente ses chances de succès si l'on présente un travail utilisant une méthode originale et peu connue en France. Ceci peut avoir été le cas dans les premières années de l'existence du département. Je doute qu'une telle situation existe encore. Des chercheurs travaillant avec des approches très différentes les uns des autres, ayant fait peu ou beaucoup de terrain, peu ou beaucoup de statistiques, pas ou beaucoup d'économétrie, ont été reçus aux concours. (D'autres, ayant des bilans à peu près similaires en ce qui concerne la gamme des méthodes employées, ont échoué). Dans ces conditions, il me paraît raisonnable de dire que l'influence néfaste de la méthode des concours sur le choix des sujets de recherche est actuellement faible et pourrait l'être plus encore si les candidats ne se trompaient pas dans leurs anticipations. Mais il faut souligner l'influence favorable de l'existence du concours sur le niveau d'activité des chercheurs (2).

Si les concours sont donc un élément favorisant l'activité scientifique générale des unités et le maintien d'un tonus scientifique chez les chercheurs, ils ne paraissent pas être un élément suffisant et il faut certainement d'autres mesures incitatives en la matière. On peut toutefois se demander s'il est possible de faire de la recherche très vivante et mobile avec des chercheurs bénéficiant de la qualité de fonctionnaire et soumis à toutes les rigidités de la fonction publique. Mais les avantages du point de vue de l'indépendance des chercheurs, que ce statut permet de garantir, nous semblent, dans le contexte français où la notion d'indépendance des universités est à peine admise, dépasser largement ses inconvénients, si réels soient-ils.

Il faudrait ici porter un jugement d'ensemble sur la qualité de ces chercheurs — input essentiel de l'activité de recherche. Cela m'est difficile, d'autant plus que, comme dans tout groupe humain, il y a une large variabilité. Mais je puis constater que, sur le plan international, un nombre notable de chercheurs INRA sont appréciés.

Il me semble toutefois que leur jeunesse moyenne apparaît encore nettement et que trop de leurs travaux ne respectent pas certaines règles, un peu formelles peut-être, de la production scientifique : clarté et concision dans l'écriture, bonne étude préalable de la littérature existante, fourniture de références bibliographiques complètes et précises, critique des sources... Voyons si un code de bonnes manières plus contraignant n'aurait pas pu améliorer la situation.

Structures, institutions, déontologie

Il a régné, dans l'ensemble, à l'INRA-économie, un climat assez libéral. Ceci est plutôt accentué par le fait que, à la différence de ce qui se passe pour la plupart des autres disciplines de l'INRA, les unités de recherches sont souvent dirigées par des enseignants. Ce libéralisme se manifeste par l'importance des institutions de concertation (réunions annuelles de presque tous les chercheurs) largement antérieures à 1968.

Par contre, la programmation des recherches est fortement organisée (en particulier pour éviter des phénomènes de doubles emplois). Le système des « projets » de recherches (au sens américain de ce terme) est en vigueur depuis 1963 et des « fichiers des recherches » sont publiés. Les systèmes d'homologation des projets sont devenus plus contraignants. En ces matières, le département d'économie est certainement dans l'avant-garde de l'INRA.

Malgré ce libéralisme et le fait que l'on ait joué sur la persuasion pour orienter les programmes, il est essentiel de souligner que, chaque fois que les autorités de tutelle ont demandé à l'INRA une étude (ou un prêt de personnel), satisfaction leur a été donnée. Deux chercheurs ont même un jour été faire l'étude d'un marché d'intérêt local parce qu'un membre du cabinet du ministre voulait se présenter aux élections à cet endroit !

Il me semble que, malgré ce recours à la persuasion (et grâce au système des projets), il a été possible d'obtenir une orientation judicieuse des programmes — comme nous le verrons au chapitre II. Mais, bien entendu, ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des conflits.

Dans les premières années, il y a eu des conflits relatifs aux thèmes de recherches. Il était en effet facile à une équipe dynamique de faire un travail rapide sur le thème qu'une équipe plus lente — mais éventuellement plus sérieuse — cherchait à défricher. Ceci pouvait provoquer des difficultés avec les détenteurs d'information. Le système des projets, l'information mutuelle qu'il permet, l'adoption de règles non écrites de déontologie du chercheur, la lourdeur accrue des projets actuels, ont très largement amélioré la situation en cette matière. Mais il reste d'autres conflits.

Des conflits idéologiques assez marqués

Il est bien connu que la science n'est pas neutre. Les sciences humaines sont particulièrement engagées. Comme l'écrit J. Piaget :

« En bref, la difficulté épistémologique centrale des sciences de l'homme étant que ce dernier est à la fois sujet et objet se prolonge en celle-ci que cet objet étant à son tour un sujet conscient, doué de parole et de multiples symbolismes l'objectivité et ses conditions préalables de décentration s'en trouvent rendues d'autant plus difficiles et souvent limitées » (3).

Parmi les principaux conflits — et nous laissons de côté ceux qui concernent l'éthique du chercheur et les règles de la fonction publique — l'on peut citer ceux entre « néo-marginalistes » et marxistes, entre hommes de terrain et chercheurs en chambre, entre économètres et « littéraires »... Le groupe le plus ouvertement critique de certains travaux assez étroitement liés à un problème concret était parisien. Les chercheurs de province ont souvent dû, par devoir et désir de rendre service, s'engager dans des opérations destinées à éclairer les problèmes locaux ou régionaux sans grand pouvoir explicatif global. Ceci a conduit certains Parisiens à des manifestations regrettables de complexe de supériorité et de suffisance. La situation s'est heureusement améliorée, en particulier par des brassages de personnel. Mais il faudrait éviter de choquer les provinciaux par la mise en place d'instances de décision centralisées auxquelles ils ne participeraient pas.

Telle est donc brièvement esquissée la situation en ce qui concerne l'outil de recherche. Il faut sans cesse lutter pour améliorer la qualité, la formation et le tonus scientifique du personnel sur lequel tout repose. Et ce personnel est certainement très sensible au climat de confiance, de liberté, de tolérance, d'information claire circulant dans tous les sens, que l'on devra faire régner.

Voyons maintenant les principales acquisitions de connaissances obtenues grâce à l'activité de ces chercheurs.

(2) Bien entendu, pour que des chercheurs travaillent il faut, avant tout, qu'ils soient motivés, passionnés par leurs recherches. Mais quelques incitations extérieures comme des concours ne sont pas inutiles.

(3) PIAGET (J.) : *Epistémologie des sciences de l'Homme*. Paris, Unesco NRF, 1970 p. 48.

II — LE SECOND RESULTAT : UN CERTAIN ECLAIRAGE DES PRINCIPAUX PROBLEMES

Dans cette partie, essentielle, de notre rapport, nous tenterons de faire un examen rapide des principaux progrès de la connaissance au cours de la période récente, de montrer sur quels points un consensus satisfaisant semble avoir été obtenu, de préciser le chemin qui reste à parcourir et les voies qui semblent prioritaires. Bien entendu, il ne sera pas question, dans les limites d'un bref rapport, de mentionner chacun des résultats significatifs obtenus ou de citer tous les chercheurs ayant fourni un apport méritoire. Nous nous excusons à l'avance de procéder à cette présentation sans pouvoir assez personnaliser les progrès réalisés et sans faire ressortir l'ampleur des efforts fournis par ceux qui ont fait avancer la science.

Une difficulté de classification se présente immédiatement dans ce tour d'horizon sur les progrès de la connaissance : en économie, discipline plutôt synthétique, les découpages de la réalité, et des recherches qui analysent cette réalité, sont extrêmement délicats. Nous utiliserons une classification employée depuis plusieurs années, et qui a le mérite d'être relativement simple et pratique (4). Elle distingue :

- les recherches micro-économiques et les modèles de décision ;
- les recherches sur les structures agricoles et les marchés des facteurs de production ;
- les recherches principalement orientées sur l'analyse des diverses branches ou sous-branches qui composent le secteur agro-alimentaire ;
- les recherches à caractère global et de politique agricoles ;
- les recherches de sociologie rurale.

A — MICRO-ECONOMIE GESTION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES MODELES ECONOMETRIQUES

Ainsi que nous l'avons signalé dans l'introduction, il y a là le domaine de recherches dont les chercheurs INRA, et plusieurs enseignants, se sont occupés en priorité, et c'est là que l'expérience est probablement la plus ancienne. Des progrès notables ont été obtenus et des pans entiers de la connaissance semblent bâtis en matériaux solides et largement acceptés. Ceci ne veut nullement dire qu'il ne reste pas des progrès à faire.

Les principaux travaux

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne :

- l'analyse de l'exploitation agricole ;
- les modèles linéaires la représentant ;
- l'usage de modèles plus complexes ;
- l'extension de ces modèles à d'autres types de firmes.

(4) Il y a assez longtemps que j'utilise cette classification et non moins longtemps que des reproches m'ont été faits au sujet de son hétérogénéité. J'ai donc suggéré que l'on me propose une classification meilleure en disant que j'étais tout prêt à l'adopter si l'on me persuadait de sa supériorité. Aucune suggestion d'amélioration ne m'ayant été fournie, je persiste donc à utiliser mon classement, tout en reconnaissant qu'il est imparfait.

L'analyse de l'exploitation agricole

En cette matière, la connaissance est dans une large mesure ancienne — comme nous l'avons indiqué pour la comptabilité agricole — et importé de l'étranger (critères allemands ou éventuellement anglais). Le rôle des recherches françaises a été de préciser certains critères, en particulier pour des analyses fines du travail et des machines (mais, là aussi, la part de ce qui est importé est prépondérante) et d'expérimenter certaines formes d'analyse multicritères (factorielle en particulier) en vue de mieux classer les caractéristiques des exploitations et de mesurer avec plus de précision des effets de ces caractéristiques sur les résultats.

On peut dire qu'il n'y a maintenant plus guère de querelles d'écoles en ces matières — encore que l'emploi de certains termes mal définis ou ambigus soit encore fréquent. Mais ceci ne veut pas dire que certains procédés d'analyse plus performants ne puissent pas être mis au point.

La programmation linéaire (maximisation sous contraintes)

Les bases de la méthode ont été découvertes par des auteurs américains et soviétiques travaillant indépendamment. Des centaines de chercheurs à travers le monde l'ont fait progresser très rapidement. Il paraît bien difficile de mesurer la part des chercheurs français dans ce vaste domaine.

En tout cas, si la programmation linéaire est de plus en plus utilisée dans la pratique pour guider des décisions ou éclairer des situations, c'est certainement parce qu'elle a été utilisée. en France même, par de nombreux chercheurs, ainsi que par des techniciens des Centres de gestion et quelques sociétés d'étude. Il était, en effet, indispensable qu'il existe **localement** des personnes, ayant expérimenté concrètement la méthode, et qui puissent aider ceux qui voulaient l'utiliser pratiquement à résoudre de multiples difficultés. Cette aide très précieuse est souvent méconnue car elle n'apparaît guère dans les états de travaux des chercheurs et dans les listes des publications des laboratoires. Pourtant il faut rappeler que la connaissance livresque ne peut jamais suffire à assurer le développement d'une innovation.

Il ne faudrait toutefois pas restreindre l'apport des chercheurs français à ces tâches — fort utiles — de transposition et de conseil pratique. Ils ont fait progresser la méthode (5).

Les progrès les plus importants concernent l'**isomorphisme** modèle-réalité. Une meilleure formulation des contraintes (6), l'insertion de contraintes de risques, l'emploi de modèles multipériodiques de préférence à des modèles statiques, la prise en compte des indivisibilités avec des modèles

(5) Une preuve de cet apport de chercheurs français est le fait que certains de leurs travaux ont été considérés comme originaux par des spécialistes étrangers au point de justifier leur publication dans leurs revues. Et J.-M. BOUSSARD vient d'obtenir le prix du meilleur article paru en 1971 dans l'*American Journal of Agricultural Economics* (pour un article qui portait précisément sur des problèmes de programmation). Signalons aussi le rôle des chercheurs de Grignon dans l'adaptation du modèle linéaire aux problèmes des combinats agricoles yougoslaves et leur travail de diffusion de ces méthodes en Yougoslavie.

(6) En particulier par J. HOVELAQUE et GUICHARD (IGER) pour les rotations, C. REBOUL pour les blocs de travaux, LEFORT et SEBILLOTTE (INA) pour les contraintes aléatoires. Ces améliorations ne semblent pas avoir d'équivalent à l'étranger.

partiellement en nombre entiers, le recours à des modèles plus complexes au point de vue de la fonction objectif — que nous retrouverons ultérieurement — tout cela permet une meilleure représentativité du modèle. Tout cela aussi entraîne souvent des coûts de traitement accrus. Mais comme l'on estime assez bien maintenant le coût de cette plus grande précision, l'on peut, suivant la nature des décisions à éclairer, voir s'il est justifié de raffiner les modèles.

Il est certain que les problèmes analysés grâce aux modèles linéaires sont en général complexes et exigent donc beaucoup de **données**. De ce point de vue, et du fait d'un développement relativement faible de la comptabilité agricole (pour des raisons nombreuses et anciennes), la situation française n'est pas bonne comparée à celle qui existe dans l'Europe du Nord-Ouest ou l'Amérique du Nord. Heureusement les chercheurs de l'INRA bénéficient, en cette matière, du fait de la structure de l'organisme dont ils font partie, de certains avantages — du moins quand il s'agit de bâtir des modèles prospectifs et non de représenter des situations moyennes. Ils peuvent aller chercher à la source les données techniques les plus avancées. Ceci a permis de développer des travaux sur la rentabilité et l'impact probable de certains progrès (G. Lienard à Theix et plusieurs chercheurs de Dijon ont, en particulier, travaillé dans ce sens avec les zootechniciens de Theix. Mais d'autres groupes travaillent dans cette direction aussi).

Du point de vue des **techniques de résolution** et de la pratique de la programmation linéaire, les chercheurs français ont acquis une maîtrise suffisante de l'informatique et ont donc pu mettre au point des outils intéressants permettant, en particulier, la simplification de certaines opérations répétitives et l'édition en clair des principaux résultats.

Il ne s'agit pas ici de progrès mathématiques — qui sont hors de notre portée — mais de l'aménagement astucieux des interfaces de contact entre techniques de calcul mathématique proprement dites, possibilités et utilisation des ordinateurs, besoins et connaissances des utilisateurs.

L'un des obstacles principaux à la diffusion de ces techniques est constitué par la difficulté de manipuler commodément et sans erreur les milliers de données utilisées, aussi bien à l'entrée dans la machine qu'à la sortie. Le programme GEMAGRI mis au point par l'équipe de J.-M. Boussard simplifie considérablement les problèmes de l'entrée. Le laboratoire de Grignon, de son côté, s'est attaché à présenter aux utilisateurs des centres de gestion des « sorties en clair » très facilement lisibles...

Il me paraît important de signaler que seuls les organismes de recherche publics sont susceptibles de faire les investissements qu'il faut encourir pour mettre au point des outils de ce genre. Des organismes financés sur contrats par leurs clients ne pourront jamais le faire.

En définitive d'ailleurs, plus encore que des progrès dans la méthode — qui sont incontestés et qui font qu'elle semble devoir, pendant très longtemps encore, faire partie de la « trousse à outils » de nombreux économistes — il me semble que les deux apports incontestables et incontestés des dix dernières années sont :

a) une bonne compréhension des **conditions d'emploi de la programmation mathématique** — qui est plus un outil pour tester des hypothèses, explorer les limites du possible, expérimenter même, que pour optimiser ;

b) un **éclairage intense du fonctionnement interne des exploitations agricoles**, un décorticage des processus que les méthodes d'approche plus globales ne permettent pas.

Vers le développement de modèles plus complexes

Les méthodes de la programmation linéaire appliquée aux exploitations agricoles bénéficient sans cesse de progrès dont certains ont été mentionnés à la page précédente. A partir d'un certain moment, il n'y a plus un simple progrès, mais véritablement modification fondamentale de la méthode. C'est le cas en particulier quand, pour mieux prendre en compte le caractère aléatoire de certaines grandeurs, on modifie tout à fait la fonction objectif en utilisant des techniques sensiblement différentes telles que la programmation quadratique. Les chercheurs français ont maintenant fait le tour de la plupart de ces méthodes et montré leurs limites — qui sont souvent la pénurie de données et le coût du traitement.

De même, les modèles de simulation sont de plus en plus utilisés, et l'on a maintenant à leur sujet une expérience assez ample. Ils sont précieux lorsqu'il s'agit d'éclairer des décisions séquentielles en régime d'incertitude de l'avenir. Il faut préciser à ce sujet que nous traitons ici de simulation au sens que les économistes donnent à ce terme et non des méthodes de calcul automatisées de budgets improprement désignées sous ce nom par certains praticiens.

L'extension de ces modèles à d'autres types de firmes

A partir du moment où ils maîtrisaient bien l'outil qu'est la programmation mathématique, il était normal que les chercheurs l'appliquent à des décisions micro-économiques intéressant des firmes autres que des exploitations agricoles (7). Les principaux travaux effectués ont concerné des industries agro-alimentaires. Dans ce cas, le recours aux méthodes de la programmation est relativement simple puisque le nombre de productions et de techniques de production entre lesquelles il faut choisir est souvent sensiblement plus faible que dans le cas d'une exploitation agricole et l'enchaînement des opérations étant soumis à des règles en général rigides, le découpage en ateliers successifs peut être effectué sans craindre de sous-optimiser.

Il faut mentionner aussi, dans ce domaine, une étude de programmation multi-périodique visant à éclairer et éventuellement à orienter les décisions de planification à long terme des investissements dans un complexe coopératif polyvalent (J. Bertrand et A. Pouliquen).

Mais, après ce rapide tour d'horizon sur les principaux progrès réalisés dans ce domaine de la micro-économie, de la gestion des exploitations agricoles et des modèles économétriques, il faut tenter de présenter quelques réflexions critiques et quelques vues d'avenir.

Critiques et perspectives

La première question que l'on peut se poser concerne la **faiblesse relative des recherches sur ce premier thème**. Elles occupent moins du quart des chercheurs de l'INRA — et les enseignants semblent peu s'y intéresser, sauf quelques rares exceptions. Quand on regarde la situation aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, et plus encore aux Pays-Bas ou

(7) Bien entendu, les pétroliers n'ont pas attendu les économistes ruraux pour faire de la programmation...

en Allemagne, on est frappé de constater que les groupes de recherche, similaires à l'INRA, dans ces pays, consacrent une part plus grande de leurs moyens à la gestion des exploitations et à l'économétrie des micro-décisions. Qu'une telle situation existe aussi dans un pays comme l'Espagne peut s'expliquer par le fait que des sujets plus politiques et globaux sont hors de la portée d'un organisme de recherches qui tient à survivre. Mais cette explication n'est bien entendu pas valable pour les pays mentionnés antérieurement.

Il me semble que les explications de cette situation, particulière à la France, que nous venons de signaler, sont assez nombreuses. Aucune d'elles n'est déterminante. C'est leur conjonction qui compte. Il y a, en premier lieu, des problèmes de coûts ; les modèles économétriques coûtent cher pour les organismes à tout petits budgets. En second lieu, la situation française en matière de données, comptables en particulier, est médiocre, nous l'avons signalé antérieurement. En troisième lieu, dans l'état actuel de l'agriculture française, l'on peut déjà faire faire d'immenses progrès aux agriculteurs en leur donnant des conseils relativement simples et de bon sens. Ceci rend moins nécessaire le recours à des méthodes raffinées. Lorsque les prix auront baissé encore un peu plus et que la concurrence se fera sentir un peu plus durement, cette attitude changera. Enfin, il faut signaler que, en 1968 surtout, les micro-économistes ont été critiqués avec vivacité, et souvent d'une manière injuste, par certains de leurs collègues. Il fallait donc savoir résister aux courants de la mode et à un certain terrorisme verbal pour continuer à faire de l'économétrie.

Une seconde série de réflexions concernera le **caractère fragmenté et parcellaire des recherches micro-économiques de l'INRA**. C'était indispensable au début pour assurer une bonne prospection des divers aspects scientifiques, mais il est frappant de constater qu'à la différence de ce qui existe au Royaume-Uni, ou aux Pays-Bas ou en Allemagne, il ne s'est pas constitué un réseau coordonné de modèles d'exploitations agricoles représentées par un programme linéaire, réseau susceptible d'être interrogé sur telle et telle question. En d'autres termes, les recherches sur la programmation ont été faites dans le cadre de recherches spécifiques à une région ou à un type d'exploitation donné pour répondre à telle question particulière qui avait été posée aux chercheurs et présentait un intérêt. Mais l'on n'est pas passé de là à une utilisation globale de tous ces modèles d'exploitation à des fins de politique agricole.

Ne soyons pas trop négatifs, il faut mentionner que, dans le cas de la Basse-Normandie, des séries homogènes de modèles de programmation linéaire ont été construits (J.-C. Tirel, Grignon). Ces modèles ont été utilisés pour des réflexions sur l'orientation de l'agriculture régionale dans le cadre de l'opération « Lait Viande Basse-Normandie » (LVBN). Il est bien certain toutefois qu'en raison de la complexité des problèmes d'agrégation soulevés par cette recherche, il reste encore beaucoup à faire dans ce secteur.

Bien entendu, si cela n'a pas été fait, ce n'est pas par suite de l'incapacité des chercheurs. La preuve, c'est que quand la CEE a mis en place un embryon de réseau de modèles de ce genre, elle s'est adressée à P. Cordonnier pour la conseiller. Le problème est un problème de demande insuffisante.

Il y a près de deux ans (à la suite de travaux de J.-M. Boussard sur un type de modèles dit « modèles Provence ») des propositions furent faites au Ministère de l'Agriculture,

propositions par lesquelles l'INRA suggérait de mettre en place un réseau de modèles d'exploitations agricoles susceptibles d'être interrogées en vue d'éclairer certains problèmes de politique agricole (sans ambitions agrégatives). Ces propositions n'ont pas suscité le moindre intérêt... Il ne faut d'ailleurs pas adresser tous les reproches au Ministère de l'Agriculture. Même à l'intérieur de l'INRA, il y a probablement une unicité de vues insuffisante en ce qui concerne la structure des modèles de programmation linéaire représentant des exploitations entières. On ne comprend pas très bien, par exemple, pourquoi GEMAGRI n'est pas utilisé en dehors de la Station Centrale (8). Peut-être aussi le Ministère, échaudé par l'échec d'un modèle agrégatif construit de 1964 à 1969, n'est-il pas prêt à recommencer même sur la base, beaucoup plus prudente et scientifique, qui avait été proposée.

Ceci posé, il ne faut pas donner à cette critique plus de poids qu'elle mérite. Dans l'ensemble le bilan semble très positif et il apparaît assez nettement que **la somme des questions qui ne se posent plus est considérable**. Car après tout, le critère ultime de l'avancement de la connaissance c'est le silence. Si on ne parle plus du choix des spéculations, du plein emploi de la main-d'œuvre ou de la détermination de l'intensité optimale (en tant que sujet de recherche car dans la pratique, bien sûr, le problème se pose) c'est un signe évident que des recherches ont abouti.

Pourtant il nous paraîtrait injustifié de désarmer et de réduire l'effort — déjà relativement restreint — fait sur ce premier groupe de thèmes.

En premier lieu, il y a des raisons générales incitant à l'**exécution de recherches micro-économiques**. Il est conforme à l'intérêt général que la gestion des fermes soit aussi efficiente que possible — car cela permet l'abaissement des coûts. La demande des agriculteurs en ces matières est soutenue et probablement même croissante (il est manifeste, cependant, qu'elle est surtout adressée à des organismes de vulgarisation et non aux chercheurs).

Assez généralement, en France, la recherche micro-économique est en retard et négligée par les organismes de recherche publique. Il est donc heureux que l'INRA se distingue de ses homologues non agricoles en la matière.

Surtout, il faut reconnaître que, dans une économie comme la nôtre, c'est-à-dire une économie de marché à structure décentralisée mais à fortes interventions publiques, il est impossible que les macro-décisions soient prises judicieusement sans une bonne connaissance de base sur le fonctionnement des cellules élémentaires de l'activité agricole : les exploitations agricoles et les fermes du secteur des I.A.A. Sans cette connaissance solide, précise, chiffrée, du comportement des divers « décideurs » de base la politique économique risque d'être mal orientée. Il est donc important, pour les pouvoirs publics, que les efforts de l'INRA, pour mieux éclairer la manière dont les agriculteurs prennent leurs décisions, pour mieux représenter, par des modèles économétriques, l'essentiel du fonctionnement de leurs exploitations, soient poursuivis et développés.

Il est cependant exact que les recherches micro-économiques ne résolvent pas les problèmes — très graves — du réemploi utile, par l'économie nationale, des ressources libé-

(8) Alors que le BDPA, la SATEC et l'Université du Texas... l'emploient.

rées par les accroissements de productivité qu'elles permettent. Une organisation micro-économique parfaite ne suffit pas à empêcher de multiples désordres et déséquilibres globaux. Et il est bien évident qu'un organisme de recherches doit aussi les étudier. Mais consacrer un quart des moyens de l'INRA-économie à la micro-économie ne semble pas disproportionné avec les besoins (compte tenu de ce qui se passe hors l'INRA).

Ceci posé, après avoir vu quelques faiblesses et justifié le maintien de recherches sur ce secteur qui n'attire peut être pas assez de jeunes chercheurs, il faut se demander qu'elles sont les directions prioritaires.

Il nous semblerait souhaitable : de développer des recherches sur les principales innovations et leur impact probable ; de construire un réseau de modèles pour éclairer la politique agricole ; d'approfondir la dialectique décideur-outils de décision.

Les recherches sur l'impact des innovations existent et posent peu de problèmes. Elles sont désirées par les chercheurs biologistes et leur sont très utiles. Elles pourraient souvent être faites par des « ingénieurs économistes de contact » qui ne sont pas, comme les chercheurs du cadre scientifique, soumis à des obligations d'originalité scientifique pour passer des concours. Le seul problème donc est de multiplier par n, au plus vite, les ingénieurs économistes comme G. Liénard. Nous le demandons avec insistance depuis plusieurs années et il est reconnu que c'est nécessaire...

Les recherches micro-économiques apparaissent devoir être orientées, pour une large part, dans les années qui viennent, vers des utilisations macro-économiques. Ceci implique la constitution d'un **réseau de modèles** (9) mais comme ce réseau serait un outil de politique agricole et ne contribuerait guère au progrès de la science, il devrait naturellement être financé hors de « l'enveloppe-recherche » et par les crédits du Ministère.

Mais là n'est pas la seule orientation possible. Il reste certainement beaucoup à faire — et cela semble devoir être l'une des grandes tâches des chercheurs pour les années 1970-80 pour mieux insérer les outils de décision modernes (et en particulier la programmation mathématique) dans les **processus de pensée et les comportements des décideurs**. En simplifiant beaucoup, on peut dire qu'il faut modifier le comportement des décideurs, pour qu'ils prennent en compte l'existence des outils modernes de décision, et modifier les modèles pour qu'ils représentent d'une manière moins simpliste, et donc plus réaliste, les contraintes réelles s'exerçant sur les décideurs, leurs modes de pensée, la nature de l'information qu'ils ont reçue. Au lieu d'un décideur donné, c'est son comportement devant la dialectique décision, information, modèles de décision qu'il faut étudier.

Il faudra insérer dans les modèles la question de l'acquisition d'informations et de connaissances par les décideurs (learning process) et se montrer plus behaviouriste et moins déterministe. Divers jalons dans ce sens ont déjà été posés (en particulier par J.-M. Attonaty et M. Petit).

Ceci semble particulièrement important quand on se sert des modèles pour étudier des décisions très complexes et

stratégiques. L'on trouve donc cette interrogation sur les comportements et la dialectique recherche-modèles-information-décisions-décideurs chez les chercheurs qui étudient les grandes coopératives (J. Bertrand, A. Pouliquen) ou chez ceux qui se préoccupent de pénétration du progrès (Dijon) ou dans des recherches éclairant des décisions structurelles (C. Arnaud sur le vignoble angevin).

Car les modèles guideront de plus en plus certaines décisions structurelles qui seront examinées dans la section suivante (10).

B — STRUCTURES AGRICOLES ET MARCHES DES FACTEURS DE PRODUCTION

L'auteur du présent rapport est là sur un terrain qu'il connaît mieux que celui de l'économétrie et pour lequel son influence personnelle sur les recherches a été plus sensible — il n'est pas certain toutefois que cette participation plus directe facilite véritablement la présentation des travaux effectués. Peut-être un peu plus de recul aurait-il été préférable.

En tout cas, une chose est certaine : parmi les divers instituts de recherche européens en économie rurale, il semble qu'il n'y en ait aucun qui consacre aux recherches sur les structures une part plus élevée de ses ressources que l'INRA. En effet plus du quart des chercheurs travaillent sur les problèmes de structure — étant bien entendu que ce terme est finalement si vague et large que l'on pourrait y inclure à peu près toutes les recherches et que dans notre estimation de l'importance relative des efforts en ces matières nous adoptons une définition plutôt étroite du mot structure. En Angleterre la faible ampleur des recherches sur les structures se comprend par le fait que la situation structurelle de l'agriculture britannique est relativement bonne. En Espagne, ou en Irlande, il est considéré comme peu opportun de faire des recherches sur ces thèmes. Aux Pays-Bas, le Lanbouw Economisch Instituut a fait, depuis sa création, des recherches sur les structures mais un peu contre le gré du Ministère de l'Agriculture, dont l'intérêt pour ces matières ne s'est éveillé que récemment. Il semble toutefois que, depuis quelques années, la part de l'effort de recherche consacré aux structures en Allemagne, aux Pays-Bas et en Scandinavie ait tendance à s'accroître et à approcher du niveau atteint en France.

L'effort fait par les chercheurs français en matière de structures agricoles et leur position en avant-garde en Europe, leur ont donc permis de bénéficier d'une certaine audience internationale et aussi d'influer d'une manière, difficile à mesurer, mais qui nous semble très notable, sur l'opinion agricole.

Historiquement, le rôle des chercheurs INRA dans l'élaboration de la doctrine du CNJA en matières de structures agricoles paraît considérable. Si l'on reconnaît presque partout maintenant que des économies d'échelle existent notablement en agriculture, même si, au-delà d'une certaine

(9) Lié bien entendu au réseau d'information comptable agricole (RICA) dont nous ne traiterons pas ici, quoique la part des chercheurs INRA (R. CARLES) dans sa conception scientifique soit considérable (sans mentionner ceux qui ont, en cette matière, une certaine fraction de paternité...)

dimension d'atelier, finalement fort modeste en terme d'emploi, ces économies d'échelles cessent de se manifester, c'est grâce aux chercheurs INRA.

C'est aussi bien sûr parce que les agriculteurs, qui vivent dans un monde plus réel que les politiciens, constatent chaque jour l'existence de ces phénomènes d'économies d'échelle et voient que, dans la conjoncture actuelle, ils ne peuvent pas survivre sur des exploitations trop petites. Mais l'apport des chercheurs a quand même été important en cette matière.

L'impact des recherches sur les mutations professionnelles, sur les problèmes fonciers, sur l'agriculture à temps partiel, sur le capital, sur la croissance des exploitations, semble aussi avoir été très important. Il me semble même qu'il a été plus grand que celui des travaux sur la gestion des exploitations agricoles — qui, après tout, n'ont touché qu'une frange réduite d'agriculteurs, et, comme nous l'avons vu, ont été mal utilisés au niveau global.

Mais plutôt que de procéder ainsi en affirmant qu'il y a eu un impact, il paraît préférable de présenter les principaux travaux.

Les principaux travaux

Population agricole

Le problème de la dynamique et des prévisions de population agricole peut-être rangé, dans une large mesure, dans l'armoire des affaires classées (du point de vue de la recherche, bien entendu). Aux analyses purement démographiques (analyses de cohortes) pratiquées dans les années 50, A. Brun a substitué des analyses sur les perspectives de renouvellement des chefs d'exploitation reposant sur la notion de « successeur probable ». Grâce à C. Laurent, les questions nécessaires au développement de ces prévisions ont été insérées dans l'enquête au 1/10^e sur la structure des exploitations agricoles effectuées par le SCEES en 1963. A. Brun et C. Laurent ont ainsi pu fournir, en 1967, des estimations concernant le nombre probable des exploitations agricoles en 1978, estimations qui ont eu la plus grande importance pour l'élaboration de la politique agricole. La même méthode a d'ailleurs servi au SCEES pour reprendre et prolonger la projection sur la base des données de l'enquête 1967 (11).

Une seconde orientation des recherches sur la population agricole concerne l'explication d'ensemble du phénomène de la mutation professionnelle hors de l'agriculture. Cette question est bien entendu très ample et complexe et devra continuer à donner lieu à des raffinements, en particulier par l'insertion d'un plus grand nombre de facteurs dans les explications. Mais quand on lit les synthèses sur le sujet rédigé par G. Jegouzo, on voit que le degré de clarification et l'ampleur des explications fournies sont considérables.

A très juste titre, il est apparu à G. Jegouzo que les décisions stratégiques essentielles en matière de population agri-

cole active concernaient les enfants des agriculteurs et étaient prises au moment des choix scolaires, à la sortie de l'école et peu après la sortie de l'école. D'où l'orientation de ses travaux sur les phénomènes d'entrée et non entrée des enfants des agriculteurs dans le métier et sur l'analyse du rôle du système scolaire et des choix scolaires sur ces décisions. Ces recherches, menées en liaison étroite avec les sociologues spécialisés dans la sociologie de l'éducation (C. Grignon), semblent en très bonne voie et permettent d'espérer une clarification quasi définitive de ces problèmes d'ici quelques années. En tout cas, ces travaux n'ont suscité que des félicitations et de l'intérêt pour leur valeur pratique, non des controverses. Ici encore, nous sommes sur un thème — important — pour lequel l'impression dominante est celle de consensus plutôt que de conflit.

Problèmes fonciers

A la suite de réflexions faites souvent par des enseignants (G. Séverac) des travaux de recherches sur ces sujets, menés principalement par A. Brun, et la SCAFR, ont été engagés mais sont nettement moins avancés que ceux sur la population. Il faut dire que l'accès à l'information en ces matières est extrêmement difficile. Le Ministère des Finances, et plus généralement, les décideurs politiques, s'opposent à la collecte des données statistiques qui permettraient d'obtenir une meilleure connaissance de la structure de la propriété foncière en France. Sans doute craignent-ils que, si des informations en ces matières étaient rassemblées, elles pourraient servir de base à un impôt sur le capital (qui existe dans la plupart des pays développés)...

On est donc obligé, pour appréhender le **stock** de propriétés foncières, ses variations et son rôle économique, de se contenter d'observer les transactions foncières ou éventuellement, et c'est déjà plus difficile, les mutations foncières à l'occasion d'héritages. Bien entendu, ces analyses sur les **flux** n'éclaircissent que très insuffisamment, et d'une manière détournée, l'ensemble du problème.

Il est donc certain, dès l'abord, que ces recherches foncières devraient être largement développées. Mais, pour qu'un chercheur se lance sur un sujet aussi difficile, il lui faut beaucoup de courage.

Ceci posé, une meilleure information a été obtenue en ce qui concerne le marché foncier. Il importe de souligner que, s'il y a eu un certain apport de l'INRA (P. Galan), l'essentiel du travail sur le marché foncier a été fait par la SCAFR et les SAFER qui recueillent, par les notifications concernant les transactions, une information très précieuse.

Un second point où des progrès ont été réalisés est l'estimation des flux financiers allant des agriculteurs exploitants aux autres secteurs de l'économie et en particulier aux propriétaires non exploitants à l'occasion de redevances sur l'usage du sol, de transactions ou d'héritages (A. Brun). Par l'analyse de ces flux et l'étude de l'évolution des modes de faire valoir dans les divers départements, des premières réflexions très éclairantes ont pu être formulées.

En troisième lieu, il faut signaler que plusieurs des recherches sur les problèmes d'économie forestière éclairent les phénomènes de concurrence pour l'usage du sol entre diverses catégories d'utilisateurs. En particulier, le travail du

(11) En raison de la bonne qualité des prévisions ainsi obtenues, on peut se demander pourquoi une société privée d'études, travaillant pour la CEE a utilisé des méthodes assez mécaniques d'extrapolation sur la base de calculs historiques de corrélations multiples - qui ont donné de mauvais résultats.

Groupe d'Etudes et de Recherches en Economie Forestière (GEREF) sur le grignotage des forêts des Yvelines est très original et impressionnant.

Le capital, l'épargne et les investissements

Il ne s'agit pas ici d'optimisation des décisions d'investissements d'une firme, puisque ce problème est, dans une large mesure, résolu par la programmation multipériodique, mais de l'analyse du facteur capital, de la formation des épargnes, de leur affectation aux divers usages possibles.

En ces matières, comme pour les problèmes fonciers, les difficultés conceptuelles et d'accès à l'information sont considérables. Il faut considérer comme un tout le complexe « ménage-firme » et surmonter les réticences qu'ont la plupart des ménages à communiquer de l'information sur leurs patrimoines.

Ceci posé, les progrès essentiels — réalisés à Rennes par J.-L. Brangeon et P. Rainelli — ont porté sur les cadres comptables et sur ces sources d'information, sur le concept de coefficient de capital et sa signification, sur les facteurs influant sur l'épargne des agriculteurs.

Les hypothèses formulées n'ont bien sûr été vérifiées que d'une manière assez ponctuelle — en raison des difficultés d'accès à l'information signalées ci-dessus. Mais elles semblent convenir à une gamme de situations assez vaste. Dans l'état actuel des sources statistiques, il semble difficile de faire beaucoup plus sur ces thèmes et c'est aux statisticiens et comptables nationaux de jouer.

Les connaissances professionnelles des agriculteurs et la vulgarisation — un quatrième facteur de production.

Nous ne discuterons pas ici pour savoir si, en théorie, outre le travail, la terre et le capital, il y a lieu de distinguer un quatrième facteur. Le fait est que, du point de vue de la recherche en économie rurale, il y a là un problème — et de taille. Il devrait donner lieu à recherches. Il semble, en effet, manifeste que le handicap majeur dont souffre l'agriculture française dans la concurrence internationale, la raison essentielle qui fait qu'elle n'écrase pas, comme elle le pourrait, ses compétiteurs, c'est la faiblesse moyenne des connaissances professionnelles des agriculteurs français. Il est visible aussi que les écarts de revenus entre agriculteurs — même ayant des exploitations assez semblables au point de vue des dimensions et des choix des spéculations — sont considérables et attribuables essentiellement aussi à des différences de connaissances et de compétence des chefs d'exploitation.

En pratique, les recherches sur ces thèmes — en dehors de certains travaux de sociologues que nous retrouverons ultérieurement — en sont seulement à leurs débuts. Pendant les premières années du département d'économie de l'INRA, il a semblé qu'il n'était guère opportun à un organisme jeune d'engager des recherches qui, finalement, porteraient des jugements sur les performances des administrations ou organismes para-étatiques chargés de l'enseignement et de vulgarisation. Je suis bien entendu prêt à défendre cette politique d'auto-censure qui a été pratiquée en toute conscience.

A partir du moment où l'INRA-économie s'est senti plus fort, et à la demande des professionnels, une recherche sur

la vulgarisation agricole dans les Vosges a été engagée. Elle est ambitieuse et pluridisciplinaire et fait appel à des chercheurs et des enseignants de Dijon. Elle fait participer les intéressés. Il semble que seules des opérations un peu lourdes puissent faire progresser la connaissance sur ces délicats sujets. En tout cas, les petites études fragmentaires sont décevantes. Il faut donc bien essayer autre chose.

Formes d'exploitation et typologie des exploitations

Une mise au point statistique et de doctrine sur les GAEC a été faite. L'ampleur statistique, les formes et la signification des divers types d'agriculture à temps partiel ont été précisées par une vaste recherche qui a bien montré l'importance du phénomène (A. Brun, P. Lacombe, C. Laurent).

A la suite des travaux anciens de J. Le Bihan sur l'intégration — ou plutôt la quasi intégration — verticale, les modalités, la signification et les perspectives d'avenir de ce très important phénomène ont été abondamment étudiées et l'on peut dire que l'INRA-économie est connu sur le plan international par ses travaux sur ces sujets. Nous les retrouverons à la section suivante.

Si divers phénomènes structurels relatifs à certaines formes d'exploitation ont donc été clarifiés d'une manière satisfaisante, il faut constater que des tentatives faites pour établir une typologie économique des exploitations n'ont pas encore abouti.

Sur le plan conceptuel, C. Servolin a proposé une division en agriculteurs ressortissant de la « petite production marchande » (PPM) et agriculteurs adoptant le « mode de production capitaliste » (MPC). Cette distinction conceptuelle ne conduit malheureusement pas encore à des règles opérationnelles permettant de classer les exploitations dans une typologie. La gamme des comportements à l'intérieur de chaque groupe est encore beaucoup trop variée (12).

La croissance des exploitations et les phénomènes de concentration

Les progrès considérables réalisés dans la statistique agricole — et il faut souligner l'apport de C. Laurent de l'INRA, en ces matières — ont permis une analyse précise des phénomènes de concentration.

Mais il a paru opportun de prendre aussi le problème sous l'angle micro-économique de l'étude des voies et moyens permettant aux agriculteurs de faire croître leurs exploitations. P. Mainié a fourni plusieurs analyses régionales et des synthèses nationales montrant que seule une minorité d'exploitations avait pu assurer leur croissance et précisant ses modalités.

Enfin, après une recherche actuellement en état de dormance, dans l'Orne, avec P. Mainié, C. Arnaud a repris le problème au moyen de modèles multipériodiques montrant les stratégies de croissance envisageables pour un type particulier d'exploitations spécialisées dans la production du vin de qualité. Il reste encore beaucoup à faire dans cette voie en offrant aux agriculteurs de véritables modèles de décision éclairant leurs stratégies à long terme : modes de croissance, location ou achat, endettement optimal, organisation de la transmission héréditaire de l'exploitation...

(12) Il faudrait citer aussi, à ce propos, les travaux de J. CRANNEY et ses collègues sur la typologie des exploitations ayant des bovins. Nous les retrouverons ultérieurement.

Critiques et perspectives

Un prix Nobel récent, nous a averti que le danger le plus grave menaçant le chercheur est l'autosatisfaction. C'est donc avec une certaine hésitation que nous exprimons l'opinion que, dans l'ensemble, le bilan des recherches concernant les facteurs de production et les structures est assez satisfaisant. En tout cas, c'est un domaine où l'effort de l'INRA a été notable — ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus — et, il me semble, apprécié à l'étranger et dans l'opinion agricole.

Mais ici, comme dans le cas des recherches sur la gestion, l'effort effectué reste assez parcellaire et souvent géographiquement localisé. La première critique — et donc l'une des priorités pour l'avenir — concerne l'extension du champ couvert. En cette matière, les principales réalisations sont l'œuvre des statisticiens du SCEES et il est normal qu'il en soit ainsi. Ils sont les seuls à pouvoir étendre à la France entière les observations plutôt ponctuelles de l'INRA. La dialectique recherche (qui revise les concepts, suggère de nouvelles observations, analyse des relations) — statistique, qui observe les grandeurs ainsi définies et les analyse, est ainsi particulièrement intense en matière de structures et c'est probablement là que les travaux conjoints INRA-SCEES ont été les plus importants.

L'extension ne doit pas seulement être géographique. Il faut certainement envisager de nouveaux thèmes et de nouvelles approches scientifiques. En fait, nous avons déjà mentionné des prolongements possibles et souhaitables à plusieurs des recherches présentées ci-dessus. Nous voulons ici traiter de ce qui va au-delà du prolongement proche.

Les problèmes fonciers nous paraissent justifier un effort accru pour plusieurs raisons. La première est que, dans l'étude de nombreux problèmes agricoles — et en particulier de politique agricole — l'on butte assez vite sur des difficultés dues à l'ignorance dans laquelle on se trouve sur toute une série de problèmes fonciers : prix, facteurs influant sur les prix, structures des marchés, rôle des intermédiaires, structure de la propriété foncière, typologie et types de comportement des propriétaires, influence et concurrence des usages non agricoles du sol, rôle des institutions telles que l'héritage et la fiscalité...

En second lieu, outre une demande scientifique, il y a une demande pratique. Les problèmes fonciers figurent certainement avec une priorité élevée dans les problèmes des agriculteurs et dans ceux des pouvoirs publics. Il suffit, pour s'en persuader de voir les discussions des organisations agricoles et le volume de législation sur ces matières.

En troisième lieu, le fait que la terre soit le facteur de production qui soit le plus original à notre science justifie, il me semble, que les économistes ruraux apportent, en ces matières, des vues nouvelles dépassant celles de Ricardo.

Mais, ainsi que nous l'avons souligné, les progrès dans ce domaine dépendent d'une amélioration des données — et il ne serait pas justifié d'être trop optimiste à ce sujet.

Outre les huit orientations envisagées ci-dessus, les recherches foncières doivent s'étendre à plusieurs secteurs presque entièrement nouveaux et inexplorés : recherches sur les nouveaux désirs de la société en ce qui concerne l'espace : environnement et protection de la nature ; aménage-

ment rural et analyses économiques des divers schémas de planification physique du territoire envisageables ; économie des ressources naturelles en général. Certains jalons dans ces directions ont déjà été posés.

En ce qui concerne le capital, l'un des secteurs peu explorés essentiels me semble être l'analyse économique du rôle des divers intermédiaires financiers et de leurs opérations de financement de l'agriculture. Mais les difficultés d'accès à l'information sont considérables — comme P. Rainelli le sait bien.

Ainsi que nous l'avons indiqué antérieurement, il semble essentiel de développer les recherches sur la vulgarisation. La formation des agriculteurs, l'adoption des techniques nouvelles, les flux d'information dirigés vers les agriculteurs.

D'autre part les travaux d'analyse critique et constructive de la politique des structures doivent être continués, et dépasser le stade actuel de la réflexion générale pour devenir plus chiffrés.

Enfin, sur les plans de la typologie et la classification des exploitations et des modèles de croissance des exploitations une large extension des recherches semble justifiée. Les agriculteurs ont très besoin d'être guidés sur le second de ces thèmes et les décisions globales et la politique agricole seraient améliorées si l'on voyait plus clair dans le premier.

A la limite même, nous dirons que les économistes ne doivent pas seulement proposer aux statisticiens une typologie meilleure. C'est une véritable redéfinition du concept d'exploitation agricole qui est nécessaire.

C — LES RECHERCHES SUR LES DIVERSES SOUS-BRANCHES ET SUR LES RELATIONS AGRICULTURE-INDUSTRIE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE

Remarques introductives

Une division par branches (ou sous-branches, nous aurons tendance à omettre le qualificatif « sous ») ne semble pas favorable pour conduire des chercheurs à un niveau satisfaisant d'approfondissement scientifique et d'obtenir une progression sérieuse de la connaissance. Un produit ne détermine pas un thème scientifique. Une recherche liée à un produit risque de cacher les multiples interactions qui, tant au niveau de l'unité de production agricole, qu'en matière de financement ou de consommation — pour ne citer que quelques aspects — relie entre elles les diverses branches. Ceci posé, d'un point de vue de la collecte des données et de l'organisation des équipes de recherches, il est souvent utile, pour faire avancer la connaissance, de se concentrer sur l'étude d'un produit, d'une branche particulière. Dans la pratique, les entreprises et les hommes travaillant un même produit constituent un ensemble relativement bien délimité au sein duquel on peut appréhender, dans leur contexte, les agents économiques et leurs relations. C'est pour ces raisons que des équipes, rassemblant près d'un tiers des économistes du département, se sont centrées autour de la plupart des groupes de produits présentant, par leur valeur ou par leur caractère dynamique, une importance notable dans l'agriculture française.

Un autre argument en faveur des études de branche est le fait qu'une grande partie des mesures de politique économique concerne les produits. Les recherches par produits rendent donc de grands services aux pouvoirs publics.

Mais si les études portant sur des branches et sur les relations agriculture-industrie sont très importantes à l'époque actuelle, elles se heurtent à des difficultés, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'information de base.

Les secteurs industriels en relation étroite avec l'agriculture sont parfois particulièrement sous-développés en ce qui concerne l'information statistique — c'est le cas de la viande par exemple. Quand il y a transformation des produits — c'est-à-dire au sens propre, une industrie agricole et alimentaire (IAA) il s'agit souvent d'une industrie placée dans une situation d'oligopole avec un petit nombre de firmes. Chacun sait que, dans ce cas, l'information économique présente une valeur stratégique dans la concurrence entre les firmes. Elle est donc conservée secrète. L'enquête économique dans les secteurs en oligopole exige un doigté particulier et oblige parfois le chercheur à ne pas publier la totalité de l'information qu'il a recueillie.

Il faut signaler aussi que les recherches sur les IAA risquent de conduire ceux qui les pratiquent à subir diverses pressions du milieu des grandes firmes industrielles et à être pris par ce que j'appellerais le « complexe du jeune businessman dans le vent ». Certaines personnes ont parfois un peu honte de se présenter chez des hommes d'affaires avec une casquette de chercheur scientifique. Bien entendu, nous considérons un tel complexe d'infériorité comme ridicule, mais il faut bien reconnaître qu'il existe. Il conduit les chercheurs qui en souffrent à diverses réactions de défense. Dans des formes extrêmes ils adoptent, par mimétisme, le vocabulaire, l'habillement et le comportement des hommes d'affaires...

Ceci n'aurait bien entendu aucune importance et ne mériterait même pas d'être signalé si, en même temps, il ne se manifestait pas certaines tendances prouvant que les chercheurs acceptent, sans critique suffisante, les objectifs de ces firmes et mettent leurs connaissances au service de la réalisation de ces objectifs et non au service de ceux de la collectivité nationale qui peuvent fort bien s'avérer différents. Par exemple, des chercheurs peuvent devenir très spécialisés sur les problèmes de la concentration des entreprises et des fusions de firmes non dans l'esprit d'analyser objectivement les avantages et les inconvénients de ces fusions, mais afin de faciliter telle ou telle opération de concentration dont rien ne prouve qu'elle soit conforme aux intérêts généraux de la collectivité.

Il est bien évident qu'il n'est pas possible de mener des recherches sur les IAA sans les contacts étroits avec les firmes et l'établissement de relations confiantes entre chercheurs et technosstructures de ces firmes. Mais il faut reconnaître que, du fait, de la nature de notre société, ces relations posent un problème à un organisme de recherche publique comme l'INRA.

C'est ce que nous avons exprimé — plus généralement — dans un rapport présenté le 20 novembre 1972, à la conférence des directeurs de la recherche agronomique (13).

(13) BERGMANN (D.). — *Les interactions entre les recherches agronomiques et la politique économique et sociale*. Paris. OCDE. Nov. 1972.

« De nombreux pays indiquent que l'un des buts de leur politique économique est de lutter contre les monopoles (il s'agit sans doute souvent de déclarations d'intentions sans portée réelle, mais supposons qu'elles soient sincères...). Dans ces conditions n'est-il pas illogique d'aider les monopoles en faisant gratuitement des recherches pour eux ?...

Même si une firme a une position de monopole, il peut être justifié de l'aider par l'exécution de recherches intéressantes si cela permet de sauvegarder une certaine indépendance nationale ou si les avantages des innovations provoquées par la recherche retombent sur les consommateurs. Mais cette aide à un monopole devrait se faire avec clarté et en exigeant des contreparties.

Le problème est particulièrement grave dans le cas des industries agricoles et alimentaires et il semble que certaines conceptions fausses circulent en la matière. Après tout, la justification essentielle de la prise en charge par la puissance publique (avec l'argent des contribuables) des recherches agronomiques c'est :

- (a) que les exploitations agricoles sont trop petites pour faire de la recherche ;
- (b) que les améliorations dans l'agriculture et l'alimentation bénéficient à tous les consommateurs (car tous les hommes doivent s'alimenter).

Mais il nous semble injustifié de payer des chercheurs publics pour qu'ils fournissent gratuitement à un petit nombre de grosses firmes les moyens de vendre plus cher aux consommateurs des produits de qualité diminuée, mais emballés de manière à permettre des efforts accrus de marketing et finalement des profits plus élevés pour les firmes en cause.

De nombreux chercheurs de grande valeur ont rendu des services méritoires à la société en mettant à la disposition des firmes alimentaires des résultats scientifiques de base éclairant les processus de transformation de certains produits, élevant leur qualités nutritives et autres, améliorant leur conservation. Ceci est conforme à l'intérêt général et en accord avec la politique économique et sociale des pays.

Par contre, il y a déformation de la mission de la recherche et, à la limite, détournement de fonds publics, quand les chercheurs du secteur public mettent au point un procédé qui n'intéresse qu'une seule firme, ou trouvent le moyen de faire passer plus de gras dans la charcuterie sans que le consommateur s'en doute, ou permettant au boulanger de vendre plus d'eau, ou aident la firme à pratiquer une politique commerciale contraire aux intérêts des consommateurs.

Il y a de grands avantages à ce que la recherche connaisse de près les problèmes concrets de la production, de la transformation, de la commercialisation et la consommation. Mais le danger existe, en ce qui concerne les recherches sur les industries agricoles et alimentaires, de voir certains chercheurs oublier qu'ils sont au service de la collectivité nationale — c'est-à-dire essentiellement des consommateurs — et trop se préoccuper des intérêts des industries. Cela aussi exigerait une formulation plus nette de la politique économique et sociale que le pays souhaite poursuivre ».

Les principaux travaux

Nous ne traitons pas ici de diverses recherches sur les IAA dont l'objectif essentiel est l'optimisation. Nous les avons en effet mentionnés à la section A du présent chapitre.

Les recherches sur les sous-branches effectuées à l'INRA portent sur la plupart des sous-branches importantes du secteur agro-alimentaire français : vin, fruits et légumes, bois, et, dans une moindre mesure, céréales, pour les sous-branches végétales ; lait, viandes, volaille et œufs pour les sous-branches animales. Mais plutôt que de présenter les principales acquisitions de la science produit par produit, il paraît préférable d'examiner les types de problèmes qui ont été éclairés.

Mise au point de méthodes d'analyse des sous-branches

Une première méthode d'analyse a été largement utilisée au laboratoire de Massy par J. Le Bihan et ses collaborateurs. Elle consiste à établir des « profils » de certaines branches en précisant, en particulier, le nombre des firmes classées par dimensions et types. De cette analyse typologique et en étudiant aussi les relations financières et la dyna-

mique des concentrations, on peut tirer des enseignements utiles. Certaines de ces analyses se font au moyen d'enquêtes directes, d'autres reposent plutôt sur le dépouillement de statistiques des firmes ou établissements. Elles ont concerné principalement les aliments du bétail, l'aviculture, les viandes.

En ce qui concerne les unités de production laitières, J. Cranney, avec de nombreux collègues, a entrepris, à partir des statistiques du SCEES des analyses typologiques sur la structure de la production laitière qui ont apporté un éclairage précieux sur cet immense et délicat problème. Ces travaux ont servi à étayer fort utilement les discussions préparatoires au VI^{ème} Plan, précisément à un moment où il était très nécessaire de disposer des vues aussi précises que possible sur les perspectives de la production laitière.

C'est aussi à propos de lait, mais plutôt sous l'angle des industries laitières qu'une importante équipe (D. Hairy, D. Perraud, P. Saunier et F. Schaller) a mis au point un ensemble de méthodes reposant sur l'analyse de la comptabilité globale, et permettent, sur une branche, de préciser, en particulier, les flux de valeurs, les coefficients d'une sorte de tableau des échanges inter-industriels, les coûts de production des divers types d'ateliers et les phénomènes de financement au niveau du secteur.

Enfin, L. Mazenc et C. Legal (CNRS) ont proposé et appliqué des méthodes de repérage des flux inter-régionaux de bétail et viande — dont on sait qu'ils sont très mal connus.

Il semble donc que l'on dispose maintenant d'une expérience solide et de méthodes qui ont prouvé leur efficacité lorsque l'on veut analyser le fonctionnement et la structure d'une branche du secteur agro-alimentaire. Bien entendu, l'existence de ces méthodes ne résout pas de nombreux problèmes classiques d'affectation de charges communes, ni ceux de l'accès à l'information, mais la présence de ce cadre généralement admis témoigne très évidemment qu'un pas en avant a été fait (14).

L'utilisation de ces analyses dans la description des sous-branches des circuits et de leur dynamique

A partir du moment où ces méthodes améliorées ont été mises au point et où les données statistiques et comptables de base ont pu être recueillies par voie d'enquête, ou trouvées auprès des statisticiens, il a été possible de procéder à des analyses dynamiques et prévisionnelles sur un certain nombre de branches importantes.

C'est ainsi que l'on connaît mieux la structure des exploitations cultivant des céréales (C. Altmann), les exploitations ayant des bovins (J. Cranney et collègues), toute une série d'aspects de secteurs de la transformation et de la commercialisation des vins (J. Dubos, P. Boulet), la sous-branche des fruits et légumes et en particulier la concurrence entre divers circuits de commercialisation (F. Lauret), l'industrie de la conserve végétale (P. Montigaud), l'approvisionnement des usines de pâte à papier (D. Poupardin, GEREFF), l'aviculture (F. Nicolas), et l'industrie laitière (avec l'équipe déjà citée). En ce qui concerne la viande, ensemble extrêmement complexe, des progrès ont été réalisés, en particulier

(14) Signalons, exemple parmi d'autres, que le gros investissement intellectuel nécessaire pour mettre au point ces méthodes d'analyse n'aurait certainement pas été fait dans un organisme de recherches financé sur contrats.

à Massy et Toulouse, mais il reste encore beaucoup de problèmes à éclairer.

Pour ne pas rester dans le vague, il semble souhaitable de présenter, un peu moins sommairement, deux des recherches mentionnées dans cette liste.

Les méthodes d'analyse en matière d'IAA mises au point sur l'exemple de l'industrie laitière ont permis de résumer les principales forces exerçant une influence sur la concurrence entre les divers types de firmes de cette branche. Ils ont fait apparaître, en particulier, les différences de taux de rentabilité d'une sous-branche à une autre. En outre, l'étude des flux financiers et des phénomènes d'investissements dans le secteur a montré le rôle qu'avait eu la puissance publique sur les changements de structure. Ce rôle s'est exercé aussi bien par les subventions aux investissements que par la politique de soutien (achats et stockage) accordée à certains produits. Couplé avec l'étude des structures de la production laitière, ce travail a permis de fournir une connaissance précieuse sur le système agro-industriel laitier particulièrement en ce qui concerne les périodes excédentaires.

En ce qui concerne les circuits et agents assurant les opérations de commercialisation des fruits et légumes, une succession de travaux, s'échelonnant sur plusieurs années, ont permis, en premier lieu, de préciser, pour les divers types de produits, la répartition du marché entre la vente directe, les expéditeurs classiques et les groupements de producteurs ou coopératives. Il est apparu un renouvellement constant des formes de la concurrence entre ces divers opérateurs. Ceci a permis d'analyser et d'expliquer la dialectique entre : les stratégies des firmes, se traduisant par des différences de comportement ; les structures internes de la branche ; leur insertion dans des structures plus vastes. Ces analyses extrêmement riches, faites par l'équipe spécialisée de Montpellier, ont permis de jeter les bases d'une étude des politiques d'intervention envisageables pour la branche fruits.

L'étude des interventions publiques en matière de produits et d'IAA

Il y a là le thème pour lequel finalement il peut apparaître, à un observateur superficiel, que peu de travaux ont été effectués. Mais quand on regarde la plupart des travaux récents, en particulier ceux sur l'analyse des structures et circuits, dont il est question à la section précédente, on s'aperçoit qu'ils sont de plus en plus orientés en vue d'éclairer les décisions gouvernementales d'intervention et d'en mesurer les effets.

Il faut mentionner aussi l'importance des travaux sur la politique viticole (J. Dubos), quelques travaux sur la politique fruitière, sur les groupements de producteurs, sur la réglementation des prix de détail de la viande (L. Mazenc)...

Coopératives agricoles

Un ensemble important de recherches a été entrepris sur les problèmes de la coopération agricole, par des enseignants, des chercheurs, des statisticiens.

La réalisation essentielle en la matière — et c'était un investissement de base indispensable — c'est le recensement général de la coopération agricole (RGCA) entrepris en 1965 par une équipe SCEES-INRA dirigée, du côté INRA par P. Nicolas et du côté SCEES par F. Madinier. Les principaux résultats sont parus en 1970 et 1971. Comme prévu,

ce travail statistique de base a servi de point de départ à plusieurs recherches d'une nature plus doctrinale visant à préciser les caractéristiques économiques fondamentales des coopératives, à analyser leur dynamique et à examiner si, et dans quelle mesure, elles diffèrent des sociétés capitalistes.

Ces travaux sont nettement plus riches et éclairants que les études juridiques et les descriptions historiques qui formaient l'essentiel de l'œuvre écrite sur ce vaste thème. Ils tendent de plus en plus à réinsérer la coopération dans la dynamique du développement agricole régional, d'une part, dans la réalité des luttes sur les marchés d'autre part. Cette lutte prend d'ailleurs des formes originales lorsqu'il existe un système étatique de soutien de prix, et qu'il faut s'adapter à la réglementation — et d'obtenir qu'elle soit modifiée en sa faveur...

Grâce à ces travaux, il semble que l'école d'économie rurale pourra faire bonne figure sur le plan international où il semble y avoir actuellement une certaine pénurie de travaux originaux sur ces thèmes.

Critiques et perspectives

Il apparaît, d'après le tableau qui précède, et en dépit de sa brièveté, que, dans l'ensemble, un certain nombre de progrès dans la connaissance ont été réalisés. Mais le thème de l'analyse économique des branches et de l'économie agro-industrielle est si vaste qu'il reste malheureusement encore pas mal à faire dans ce domaine. Nous tenterons essentiellement de délimiter les voies nouvelles qui paraissent devoir être développées à l'avenir si des moyens nouveaux peuvent être dégagés.

Possibilités et limites de la description des branches

Grâce aux progrès dans les outils d'analyse, il semble que l'on soit maintenant en mesure de fournir, au fur et à mesure que les données statistiques deviendront plus disponibles, des analyses assez fouillées et éclairantes de la réalité au sujet des principales branches. Grâce à ces outils performants, l'on peut dépasser le stade de la description pour fournir des analyses prospectives.

Il me semble toutefois que le vieux concept de **performance**, si utilisé par les économistes américains pour mesurer l'efficacité d'une firme ou d'un circuit, est loin d'avoir perdu toute utilité et mériterait peut-être d'être remis à l'honneur. Il ne me déplairait pas de voir de bonnes vieilles études comptables précises sur les coûts, les marges et les performances des divers agents du système agro-alimentaire. Certains travaux existent en ces matières, mais ils me paraissent encore trop fragmentaires.

Dans une optique de lutte contre l'inflation et de défense du consommateur, des travaux de ce genre pourraient être utiles.

Faiblesse des recherches sur l'économétrie des marchés agricoles

En dehors des travaux de J. Dubos sur le vin et les céréales — déjà assez anciens du reste — l'école française d'économie rurale semble très peu orientée vers les études économétriques d'ensemble des marchés agricoles. Il y a là une différence notable avec la situation dans plusieurs grands pays tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni

ou bien entendu les Etats-Unis. Cette économétrie des marchés agricoles ne se contenterait pas d'être une économétrie de la demande alimentaire, pour laquelle le bilan est un peu moins maigre grâce aux travaux du CREDOC relayés, depuis quelques années, par l'INSEE. Il s'agit en effet de faire des modèles prenant en compte l'offre et le rôle de l'ensemble des intermédiaires et transformateurs.

La pénurie de séries statistiques assez solides, la vitesse des transformations structurelles réduisant la stabilité des coefficients techniques, l'importance de l'incidence des mesures de politique agricole rendaient, au cours des années antérieures, des recherches dans cette direction fort difficiles et peut être impossibles. Mais la situation est probablement en train de changer et il me semble que l'on devrait voir des analyses économétriques se développer dans les années qui viennent. Peut-être serait-il utile d'envoyer un ou deux chercheurs à l'étranger afin qu'ils fassent le point de l'état de la science en ces matières.

Intérêt de recherches approfondies sur la consommation, les désirs des consommateurs et la qualité des produits

Il y a maintenant là un domaine dont l'importance dépasse beaucoup les études statistiques sur la consommation faites, ainsi que nous venons de le signaler, par l'INSEE. Les analyses et prévisions de la consommation faites au moyen de budgets de famille ou par les séries temporelles paraissent être une source essentielle d'information. Mais elles ne sont pas suffisamment fines en ce qui concerne les catégories de consommateurs ou les groupes de produits. Elles ne sont pas assez explicatives, en particulier sur l'origine des modifications de comportement observées.

Il paraît donc souhaitable de développer tout un secteur de recherches sur la consommation alimentaire, les désirs des acheteurs, leurs attitudes et préférences, en particulier du point de vue de la qualité des produits. Sans doute il existe déjà toute une série de recherches privées sur ces sujets mais elles restent en général non publiées et ne peuvent pas répondre aux types de questions qui devraient être éclairées, d'une part, pour guider toute une série de décisions publiques, et, d'autre part, pour orienter de nombreuses recherches techniques. Rien que pour les besoins propres de l'INRA, un développement des recherches sur la consommation est nécessaire. On peut même se demander en raison de son importance pourquoi il n'a pas encore été fait. La raison principale est que si l'on veut vraiment apporter quelque chose de nouveau en la matière et dépasser le stade de la conversation de salon sur les préférences gastronomiques des Français, il faut procéder à des investissements intellectuels et à des investigations pluridisciplinaires très délicates. Certains jalons pour un travail en commun d'économistes et de sociologues ont été posés. Il faudra certainement aller plus loin malgré la difficulté de ce sujet.

Autres thèmes

L'importance des **interventions gouvernementales** sur les produits conduira très probablement à développer les recherches analysant les effets des diverses politiques. Mais nous mentionnons ce point plus pour rappeler son importance que pour suggérer un thème véritablement nouveau. Plusieurs recherches sont en effet déjà orientées dans cette direction.

Un des problèmes qui se pose à propos de ces recherches sur les branches est celui de la « surveillance » géné-

rale des **évolutions conjoncturelles** relatives aux marchés agricoles.

Il est assez gênant pour un chercheur de se présenter pour une discussion avec un industriel laitier ou un exportateur de fruits ou un représentant d'une grande firme de distribution et de faire apparaître à son interlocuteur qu'il ne sait pas qu'il y a eu tel changement dans le montant des restitutions, tel incident survenu aux récoltes, telle chute de cours sur le marché mondial. Et pourtant si les chercheurs se mettent à suivre de près, tant nationalement qu'internationalement, la conjoncture des produits au sujet desquels ils font des recherches plutôt structurelles et à long terme, ils risquent de perdre pas mal d'un temps précieux. Il nous semble donc qu'il y a des limites à un approfondissement de ce type d'activité pour des organismes de recherche. Pourtant l'équipe vin de Montpellier (J. Dubos), qui fait périodiquement des études très appréciées sur la conjoncture viticole, a finalement retiré beaucoup de sous-produits intéressants de ces études. En particulier elles lui servent de carte de visite pour se présenter auprès des firmes et faciliter des recherches plus approfondies et sur d'autres thèmes. Dans le monde du vin, tout le monde connaît J. Dubos et ses travaux sur la conjoncture, c'est certainement un atout précieux.

Dernière remarque : les branches couvertes par ces recherches sur les branches semblent bien être celles qui présentent le plus d'importance pour l'économie nationale. L'on peut toutefois regretter que, depuis le départ de J.-B. Bonastre, il ne soit plus fait de recherches sur les branches situées en amont de la production végétale : engrais, pesticides, etc... Heureusement, il avait bien débrouillé les principaux problèmes, mais il y a là des activités trop importantes pour qu'on les laisse inexploitées pendant longtemps.

D — POLITIQUE AGRICOLE ET ANALYSE GLOBALE DU ROLE DU SECTEUR AGRICOLE DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE D'ENSEMBLE

Les thèmes susceptibles d'être regroupés dans cette catégorie sont bien sûr d'une importance primordiale et constituent en quelque sorte la synthèse de presque toutes les recherches entreprises actuellement par les économistes ruraux. Mais en pratique, la plus grande partie des matériaux de base nécessaire à ces synthèses a déjà été présentée dans les chapitres précédents sur la micro-économie, les structures, les branches. Presque toutes les recherches concourent à expliquer la place et la dynamique du secteur agricole dans le reste de l'économie et à éclairer les mesures d'intervention gouvernementale intéressant l'agriculture. La présentation que nous ferons dans la présente section pourra donc être relativement brève puisque l'essentiel a été expliqué antérieurement.

Les principaux travaux

Une compréhension globale des processus

Grâce à de multiples écrits — parmi lesquels il est indispensable de citer « une France sans paysans » — et à des conférences et cours plus nombreux encore, les économistes ruraux français ont précisé les principaux aspects du rôle du secteur agricole dans la dynamique d'ensemble de l'économie des pays développés.

Comme pour la programmation linéaire, on peut se demander dans quelle mesure leur apport a été à nouveau comparé à ce qui existait déjà dans la littérature internationale et, par exemple, dans les travaux d'un T.W. Schultz d'un D. Hathaway, d'un Colin Clark... Il est difficile de répondre à cette question. Il me semble que les auteurs français, à la suite de Marc Latal, ont su bien dépasser et adapter au cas français les travaux étrangers. Une telle affirmation est toutefois difficile à étayer par des preuves formelles.

En tout cas, sur de nombreux points, il n'y a pratiquement plus de discussions et les chercheurs ont atteint un large degré de consensus. Le déclin relatif du secteur agricole est considéré comme normal et inéluctable dans les économies industrielles. L'analyse de ses causes (inélasticité relative de la demande devant les variations de revenus, stagnation démographique globale, accroissement continu de la productivité du travail agricole) est admise par tous. Les modalités, démographiques en particulier, de ce déclin de l'agriculture apparaissent clairement.

L'on voit donc, à peu près de la même manière chez tous les auteurs, la nature exacte de la contribution que le secteur agricole apporte à la croissance, même si l'énumération complète et l'évaluation précise des divers éléments d'une sorte de bilan d'ensemble des relations inter-sectorielles soulèvent encore des difficultés.

Compte tenu de cette explication globale, la sur-capacité du secteur agricole et les tendances à voir l'offre dépasser la demande apparaissent nettement, avec, comme conséquence, une tendance à long terme à la baisse en termes réels de nombreux prix. Cet excédent structurel de l'offre favorise d'ailleurs les phénomènes de domination exercés sur le secteur agricole par les secteurs d'amont et d'aval. Cette domination a, elle aussi, été clairement appréciée et expliquée.

Grâce à cette amélioration d'ensemble de la connaissance, un certain nombre de synthèses provisoires ont pu être écrites ou sont en cours de rédaction.

Un début de construction de modèles économétriques globaux

Les synthèses dont il est question ci-dessus sont plutôt littéraires. Une tentative de construction d'un modèle global historico-statistique aux équations simultanées est en cours. (J.-M. Boussard).

Des études originales de science politique de l'agriculture

En liaison avec les travaux de H. Mendras et Y. Tavernier, plusieurs chercheurs INRA, et en particulier M. Gervais et C. Servolin, ont engagé des travaux originaux et intéressants sur la manière dont sont prises les décisions de la politique, agricole, et, plus généralement, la science politique appliquée à la politique agricole. Ils ont suivi en cela l'exemple d'historiens dont les apports ont été considérables : Michel Augé-Laribé et Pierre Barral. Il me semble que la France est, en ces matières, à l'avant-garde européenne.

Critiques et perspectives

Il n'est guère nécessaire d'inciter les économistes français à faire des travaux globaux et des grandes synthèses sur les relations inter-sectorielles et les politiques économiques. Ils ont tendance tout naturellement à se précipiter dans cette direction et on peut se demander s'il n'est pas même opportun de les freiner un peu...

Ne soyons pas trop critiques, ces orientations ambitieuses, qui étaient discutables alors que le manque de données faisait, de ces études globales, des espèces de conversations mondaines, sont maintenant beaucoup plus justifiées car les travaux peuvent être solidement étayés sur des données statistiques de plus en plus riches. En particulier les données sur les revenus agricoles ont fait des progrès considérables depuis quelques années. L'information en ce qui concerne les interventions gouvernementales en faveur de l'agriculture est toutefois moins bonne.

Dans ces conditions, il nous semble que les recherches globales et sur la politique agricole devraient : a) maintenir l'effort actuel (synthèses sur les diverses mesures de politique agricole ; construction de modèles globaux destinés à guider, en particulier, la planification ; études de science politique) ; b) le compléter dans trois directions :

problèmes régionaux et aménagement du territoire ;
relations économiques extérieures et marché commun ;
pays sous-développés.

Problèmes régionaux et aménagement du territoire

Les économistes ruraux français n'ont pas négligé les problèmes régionaux, et nous avons mentionné antérieurement l'opération lait-viande Basse-Normandie qui est une opération de planification régionale. La création en France, dans un avenir relativement proche, de véritables régions douées de larges pouvoirs me paraît inéluctable. Les problèmes de la planification régionale et de l'aménagement du territoire devront donc, être traités d'une manière plus scientifique et moins centralisée.

Pour répondre à une demande nouvelle, que je crois probable, il faut donc, dès maintenant, lancer des recherches sur ce que les auteurs de langue anglaise appellent la « science régionale ». Il s'agit d'insérer la planification régionale, la science politique, l'aménagement du territoire (dans ses aspects agricoles comme dans l'étude des usages non agricoles du sol)... dans un cadre conceptuel d'ensemble servant à éclairer la dialectique décideurs — information et comportement des décideurs — modèles de décision. Il est frappant de constater un parallélisme entre ce type de recherches et celles recommandées en micro-économie. Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est effroyablement compliqué et que, à ma connaissance, personne n'y voit encore très clair.

Relations économiques extérieures et marché commun

En dehors de quelques efforts fragmentaires (tels que la thèse de J. Courtois sur les relations CEE-Etats-Unis) il y a eu très peu de recherches sur les relations économiques extérieures agricoles. Ceci n'est pas entièrement incompréhensible. Vu le retard de l'économie rurale française il fallait, en priorité, tenter de mieux comprendre les phénomènes nationaux avant de se lancer dans des recherches internationales. Mais je dois dire qu'il y a plusieurs années que je souligne que cette excuse relativement valable pendant quelques années, ne l'est plus. J'ai donc demandé à l'équipe qui me paraissait la mieux armée intellectuellement pour entreprendre ces recherches de le faire (en commençant dans l'optique marché commun). Mais cette équipe s'est avérée très peu enthousiaste pour ce sujet, en particulier parce que, pour des raisons un peu idéologiques, elle considérait que le marché commun existait à peine et avait peu

de chances de subsister. C'est donc une autre équipe dont la jeunesse compense ce qui me paraît être une moins bonne préparation à des recherches sur ce sujet, qui, depuis quelques mois, lance une recherche sur les échanges internationaux de produits agricoles. Le thème est bien entendu effroyablement complexe. Nous verrons certainement, dans quelques années, apparaître des résultats.

Faut-il faire des recherches sur les pays sous-développés ?

Lors d'un récent colloque de l'Association Internationale des Sciences Economiques sur le rôle de l'agriculture dans le développement économique des pays sous-développés, j'ai eu l'occasion de constater ce qui me paraît être un net retard de la science française en ces matières. Cette impression est corroborée par une étude récente de la DGRST sur les recherches françaises Outre-Mer. Dans le secteur agronomie, l'économie rurale est quasi inexistante et dans le secteur des sciences humaines, les faiblesses sont nombreuses, particulièrement en économie. Chacun connaît, d'autre part, les difficultés de l'ORSTOM qui a pour mission de s'occuper de l'outre-mer.

Il me paraît souhaitable, pour de nombreuses raisons, qu'un certain nombre de chercheurs économistes s'occupant de l'économie rurale française diversifient un peu leurs activités en s'occupant de pays sous-développés (15). Il y a des besoins évidents, c'est enrichissant scientifiquement, c'est un devoir d'aider ces pays, mais il faut reconnaître que les conditions institutionnelles ne sont guère favorables, tant en France que dans de nombreux pays sous-développés.

Il n'est toutefois pas possible de développer ce thème ici.

E — SOCIOLOGIE RURALE

L'auteur du présent rapport est économiste et donc mal placé pour présenter les travaux des sociologues. Le fait que le département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA ait été dirigé, de 1964 à août 1972, par un économiste, est d'ailleurs l'un des handicaps qui ont rendu la mise en place du secteur sociologique plus difficile.

Il apparaît en effet que, au cours des années 60, alors que la prééminence des économistes INRA dans l'ensemble de l'économie rurale française était incontestée, les sociologues INRA, eux, étaient encore minoritaires par rapport à d'autres groupes de sociologie rurale. Et, en raison de son incompétence en sociologie, leur chef de département ne pouvait pas leur fournir le « leadership » scientifique dont ils auraient eu besoin. La disparition prématurée de Micheline Thomine-Desmazures ajoutait à ces difficultés.

Les sociologues INRA ont donc souvent travaillé dans le cadre d'autres organismes et c'est maintenant seulement que, grâce au travail de quelques anciens (qualificatif très relatif !) et à des recrutements heureux, il est possible d'envisager une plus grande autonomie des sociologues INRA. Ceci précisé, essayons d'indiquer ce qui a été fait et les problèmes qui se posent. Nous le ferons brièvement en raison de notre incompétence. Nous nous limiterons, bien entendu, au cadre INRA.

Il y a eu, en premier lieu, mise au point et apprentissage de méthodes : monographies, interviews en profondeur, entretiens non directifs (fort discutés), repérage de documents

(15) Il y a déjà eu plusieurs travaux de chercheurs INRA dans des pays sous-développés. Mentionnons, en particulier, le modèle tunisien de J.-P. CHABERT.

révélateurs. Comme les économistes, en effet, les sociologues INRA sont des chercheurs pour lesquels la part de travail de « terrain » compte beaucoup.

Les principales acquisitions ont concerné la sociologie de l'éducation en milieu rural, l'étude de l'école professionnelle, les institutions de formation permanente et de l'enseignement agricole (C. Grignon — en liaison avec le Centre de Sociologie Européenne). Nous avons signalé la liaison entre ces travaux et ceux de Y. Lambert à Rennes (équipe G. Jégouzo). Ce secteur sera certainement développé à l'avenir pour couvrir l'ensemble des instances et des agents de contrôle et d'encadrement du monde rural.

Un second secteur important est celui de la vulgarisation (développement) agricole sur lequel travaillent P. Boisseau et Alice Barthès (cette dernière à Dijon, voir ci-dessus). Il semble très complexe mais certains progrès ont été réalisés.

Les orientations futures dépendront beaucoup des moyens disponibles. Il me semble manifeste que les deux orienta-

tions existantes sont prioritaires et doivent être maintenues. Il serait très utile, dès que possible, d'engager des travaux en liaison avec les économistes sur la consommation et les pratiques alimentaires. Le problème de la sociologie des organisations et des processus de décisions des organisations semble aussi important.

F — CONCLUSION PARTIELLE

Cette présentation et discussion des principales acquisitions scientifiques et orientations souhaitables a été fort longue — et je m'en excuse. Mais il y avait beaucoup à présenter — et je m'en réjouis...

Une seule remarque de conclusions : ce travail considérable et riche est attribuable aux efforts des chercheurs, bien sûr, mais aussi aux conditions institutionnelles favorables et au pluralisme des impulsions scientifiques. Nous n'avons pas eu, dans l'école française d'économie rurale, un « penseur unique ». Quelle chance !

III — LE TROISIEME RESULTAT :

UNE CERTAINE DIFFUSION DES ACQUISITIONS SCIENTIFIQUES DANS CERTAINS MILIEUX

Les publications

Il est manifeste que la plupart des économistes ruraux écrivent beaucoup. Ils ne font d'ailleurs, en la matière que leur devoir et l'on peut seulement déplorer : qu'un petit nombre de chercheurs et enseignants n'écrivent presque rien — c'est à mes yeux un signe inquiétant que certains écrivent mal et d'une manière qui n'encourage pas le lecteur à lire ; que les supports matériels de ces écrits soient peu plaisants (ronéo souvent) ; que la diffusion de ces écrits ne soit pas toujours optimale. Il semble pourtant que des progrès ont été réalisés sur tous ces points.

En tout cas quand on examine avec soin le monumental document de l'INRA intitulé : « Département d'Economie et de Sociologie Rurales. Publication des chercheurs 1960-1972 » (INRA, Paris, juillet 1972, 185 p.) on voit l'ampleur de la production écrite des chercheurs (1.090 références), la variété des supports utilisés (26 revues ont publié plus de trois articles de chercheurs et « Economie Rurale » vient largement en tête de cette liste avec 79 articles de chercheurs), la croissance de la production : en 1960-65, il y avait une publication par chercheur et par an et pour 1968-71, la « production » était montée à deux publications par chercheur par an.

Mais il faut examiner plus en détails l'impact des idées et acquisitions scientifiques des chercheurs en économie rurale sur les divers groupes. Soulignons toutefois, au départ, deux difficultés dans ce domaine.

Les résultats obtenus par un chercheur en sciences humaines sont, en général, beaucoup moins tangibles que ceux auxquels parviennent des biologistes. Il est relativement facile de mesurer la vitesse d'adoption de telle ou telle variété, technique ou produit nouveau découvert par un chercheur biologiste. Quand un économiste a mieux compris un certain phénomène de domination d'un groupe par un autre, mieux prévu une évolution, il est difficile de se rendre compte, d'une manière chiffrée, de l'impact de cette découverte ; la notion du degré d'adoption n'a guère de sens dans ce cas.

Une autre différence importante entre le résultat d'une recherche biologique et le résultat d'une recherche économique concerne le caractère souvent analytique des recherches biologiques et généralement synthétiques des recherches en sciences humaines. Ceci a pour corollaire des volumes extrêmement différents dans les publications rendant compte des recherches entreprises. Pour rendre compte d'une recherche biologique, il suffit souvent de quelques pages et tableaux de chiffres. Rien que pour poser un problème économique et expliquer les multiples interactions qui le définissent, il faut souvent plusieurs dizaines de pages. Ceci rebute le lecteur et constitue manifestement une des difficultés les plus graves de la diffusion des résultats des recherches économiques.

L'audience scientifique

Il me semble que, compte tenu de l'importance numérique du groupe des chercheurs en économie rurale, sensiblement égale à celle de la section 28 du CNRS, l'audience scientifique des chercheurs français est plutôt bonne tant en France qu'à l'étranger. Les idées nouvelles de ces chercheurs passent dans l'enseignement et dans les manuels universitaires, les mémoires et ouvrages sont cités en France et à l'étranger...

Une audience scientifique particulière est celle constituée par les autres chercheurs de l'INRA qui semblent mieux comprendre les travaux économistes et mieux les insérer dans leurs raisonnements. Les exemples d'enrichissement mutuel et réciproque se multiplient.

Des progrès devraient toutefois certainement être réalisés en ce qui concerne la clarté et la conviction de la rédaction, la qualité de la présentation, l'ampleur de la diffusion, la différenciation des écrits en fonction des types de lecteurs.

Il me paraît important de présenter l'hypothèse que **l'audience scientifique des économistes ruraux a été grande parce qu'ils ont fait des travaux plutôt concrets, liés à des problèmes réels**, impliquent la collecte et le traitement d'informations nouvelles (ce qui ne veut pas dire, bien

entendu, des recherches au ras de terre sur des sujets d'importance mineure).

Pour défendre cette hypothèse, je m'appuierai sur Wassily Leontief. Après avoir, dans son discours présidentiel de l'American Economic Association, critiqué ses collègues pour avoir trop développé les outils par rapport aux données concernant les faits, il écrit :

« Un exemple exceptionnel d'un équilibre sain entre les analyses théoriques et les analyses fondées sur les faits (« empirical ») et d'une disponibilité des économistes de métier pour la coopération avec les spécialistes des autres disciplines, nous est donné par l'économie rurale telle qu'elle s'est développée dans ce pays au cours des 50 dernières années...

... Tout en centrant leurs préoccupations sur une partie seulement du système économique, les économistes ruraux ont démontré l'efficacité d'une combinaison systématique de l'approche théorique avec l'analyse détaillée des faits. Ils ont aussi été les premiers parmi les économistes à utiliser les méthodes avancées de la statistique mathématique. Mais, entre leurs mains, l'inférence statistique est devenue un complément de la recherche fondée sur l'observation des faits et non un de ses substituts » (16).

Autre argument : les chercheurs en économie rurale ont souvent été obligés, par suite de contraintes de l'enseignement supérieur, d'écrire des mémoires universitaires. Il leur a souvent été imposé des sujets très généraux sur les problèmes les plus théoriques de la macro-économie (théorie de la valeur en particulier). Il me paraît hautement improbable que de jeunes chercheurs apportent quoi que ce soit d'utile sur des sujets de ce genre et ceux des travaux que j'ai lus ont toujours eu sur moi des influences soporifiques marquées. Ceci confirme, il me semble, que pour avoir, actuellement, un impact scientifique, il faut être concret et proche du réel.

Cette opinion est confirmée par Wilfrid Beckerman qui écrit :

... Je suis devenu de plus en plus convaincu que les économistes ont bien plus de chances de fournir une contribution utile à la politique (« policy ») en consacrant leur temps à la micro-économie plutôt qu'à la macro-économie qui a occupé pendant si longtemps le centre de la scène.

... La science économique britannique a souffert du fait quelle s'est éclairée trop longtemps à la lumière de la gloire de Keynes... sans doute une grande percée sur le front macro-économique a probablement fait plus pour le bien-être de l'humanité que toutes les découvertes scientifiques de ces trente dernières années. Mais il serait faux d'en tirer la conclusion que d'autres progrès ultérieurs de même magnitude peuvent être obtenus par l'affectation supplémentaire d'un grand nombre d'économistes à l'étude des problèmes macro-économiques. Car admettre cela serait ignorer une des lois essentielles de la théorie micro-économique : la loi des rendements décroissants.

Mais dans le domaine de la micro-économie dont je me suis occupé récemment, c'est-à-dire la pollution de l'en-

vironnement, le rapport entre les économistes et les autres facteurs de production, en particulier les autres savants est si bas, que l'on peut, sans savoir grand chose d'autre, prédire, sur la base de la théorie micro-économique élémentaire, que le produit marginal des économistes peut être très élevé » (17).

Il nous paraît donc très important, pour que l'impact scientifique des économistes ruraux se maintienne et s'accroisse encore, qu'ils tiennent compte de ces avertissements, **qu'ils restent fidèles à leur vocation de chercheurs liée au réel et qu'ils renoncent à espérer révolutionner la macro-économie.**

L'impact sur les praticiens et organisations professionnelles

Le problème est alors beaucoup plus complexe car les utilisateurs potentiels des recherches (autres que les scientifiques) sont très nombreux et très divers, donc difficiles à toucher. En outre, ils doivent être convaincus de la justesse des réflexions des chercheurs avec des arguments particuliers car ils ne sont pas toujours sensibles aux raisonnements scientifiques. Enfin, il faut mettre les résultats entre leurs mains ; ils n'ont pas naturellement tendance à aller les demander aux chercheurs.

Il faut faire, en premier lieu, des remarques générales sur la faiblesse de la culture économique des Français et sur les carences de la vulgarisation agricole en France.

Il paraît assez manifeste que la recherche économique et la science économique ont fait, en France, depuis une dizaine d'années, des progrès tels qu'il existe un hiatus croissant entre le degré d'élaboration de la science, servant quotidiennement de base de travail pour les chercheurs, et le niveau moyen de connaissance de la plupart des utilisateurs des travaux de ces chercheurs.

Cette question est préoccupante mais pas originale. Elle a donné lieu à de nombreuses réflexions, par des auteurs autorisés, sur les périls de la technocratie et le caractère indispensable, dans un pays qui veut s'efforcer de rester démocratique, de la formation économique continue dans de nombreuses couches de la population. Les chercheurs de l'INRA sont conscients de la gravité de ce problème mais il n'est pas dans leurs attributions de le résoudre.

Il y a en France de nombreux organismes de vulgarisation agricole et de formation économique. Ils sont par des canaux divers largement financés par les contribuables (et par des taxes parafiscales retombant souvent sur les consommateurs). C'est à eux qu'il incombe d'assurer ces tâches de diffusion de l'information et de la culture économique pour adultes. Des chercheurs de l'INRA ont d'ailleurs eu l'occasion de les aider dans leur travail, mais ils ne peuvent se substituer à eux. Les difficultés de la vulgarisation agricole en France réduisent certainement l'efficacité de la recherche, mais cette dernière n'en porte pas la responsabilité.

Ceci posé, là où il existe une organisation professionnelle solide, un bon centre de gestion, une ARER active, des firmes privées ou des organismes syndicaux bien organisés avec de bonnes documentalistes, il me semble que les travaux des chercheurs sont souvent bien connus. Mais je ne puis pas le prouver.

(16) LEONTIEF (W.) : *Theoretical assumptions and non observed facts*. Amer. Econ. Review 61. 1, mars 1971, p. 5.

(17) BECKERMAN (W.) : *Economists, Scientists and Environmental Catastrophe*. London, 24th May 1972, à paraître dans Oxford Economic Papers, Amer. Econ. Review 61. 1, mars 1971, p. 5.

Les relations avec la haute administration et, en particulier, le Ministère de l'Agriculture

En dehors du SCEES et de l'INSEE avec lesquels les relations sont excellentes, il y a manifestement là un grave problème. Nous en avons traité récemment à des réunions OCDE alors nous procéderons par la voie facile de l'auto-critique...

Traitant des « interactions entre les recherches agronomiques et la politique économique et sociale », j'ai en effet écrit un chapitre sur « le cas particulier des recherches économiques ». J'en extrais de larges passages :

1. Une thèse pessimiste

Certains auteurs considèrent que, dès qu'un organisme de recherches économiques a atteint une certaine dimension qui fait que ses travaux ne peuvent être ignorés, il apparaît des tensions entre lui et le pouvoir. Ces tensions peuvent se répercuter à l'intérieur de l'organisme et se traduire par des conflits entre un directeur et des éléments « dociles », d'une part, des éléments plus intransigeants, d'autre part.

La recherche économique conduit, en effet, souvent à une remise en cause, plus ou moins profonde, du schéma social implicitement ou explicitement prôné par les dirigeants politiques. Comment, alors, éviter le conflit ?

Des exemples nombreux viennent malheureusement renforcer ces vues. Nous n'en citerons qu'un, le conflit entre l'administration et le Bureau of Agricultural Economics (BAE) de l'United States Department of Agriculture (USDA) vers 1952-53, conflit qui s'est terminé par le démembrement du BAE.

Pourtant, l'auteur du présent rapport, réformiste convaincu, n'accepte pas cette thèse pessimiste. Sans doute, certaines tensions sont inévitables ; mais elles sont source de progrès. Et le BAE, provisoirement fragmenté, a été, après quelques années, reconstitué plus important qu'avant, sous la forme de l'Economic Research Service (ERS). Il paraît donc utile, après avoir mentionné la thèse négative — qui comme toutes les thèses a le droit d'être exprimée — d'analyser les conditions d'une amélioration de la coexistence et de la division de travail entre recherche économique et décideurs politiques.

2. La recherche économique est indispensable à l'élaboration de la politique économique mais elle n'en est qu'une composante et ne se substitue pas à l'administration de la politique

La recherche en économie rurale a pour rôle d'étudier les forces poussant aux transformations, profondes et complexes, subies par le secteur agricole et le monde rural, d'analyser les modalités et conséquences de ces changements, de préparer la prise de toutes les décisions visant à en améliorer les conditions et le déroulement.

Il résulte de cette définition des objectifs de la recherche qu'elle joue un rôle essentiel de fondement des politiques agricoles. Celles-ci ne peuvent parvenir à leurs fins que si elles s'appuient sur des analyses solides de la réalité, analyses qui sont l'œuvre de statisticiens et d'économistes.

Mais il faut bien distinguer entre la fourniture de données pour la politique agricole et l'élaboration des programmes eux-mêmes. La recherche est une activité trop précieuse et fragile pour qu'on l'expose aux dangers de l'action politique et à l'érosion provoquée par la lutte politique. L'économiste doit fournir au politique des prévisions, des analyses des forces en présence, des raisonnements et modèles (si vous faites ceci, il se passera cela...). Mais il ne lui appartient pas de trancher.

Comme l'écrivait T.W. Schultz, en 1954, à propos du démantèlement du BAE :

(La recherche en économie rurale)... « ne peut pas être indépendante du Ministère de l'Agriculture (USDA), mais manifestement il ne faut pas la placer à l'endroit le plus exposé du Ministère. Plus on la rapproche du cabinet du ministre, plus elle sera menacée par les feux et contre feux politiques visant ce cabinet. Elle ne doit être le défenseur d'aucune des principales mesures de la politique agricole... la mettre au service de ces programmes c'est maximiser sa vulnérabilité, détruire son objectivité ou obliger ceux des économistes qui ne la quitteront pas à faire du travail descriptif et anodin » (18).

La recherche économique ne doit pas non plus être confondue avec l'action administrative quotidienne. Si les chercheurs étaient engagés dans un mécanisme qui ferait d'eux des fabricants de notes et rapports sur des sujets de circonstance, ils seraient, à terme, condamnés. Sans

doute, pendant quelques mois et années, les documents qu'ils pourront produire dans cet esprit, seraient peut-être meilleur que ceux fabriqués actuellement dans tel ou tel organisme. Mais à force de faire des petits travaux de ce genre, les chercheurs se couperaient très rapidement de la science plus avancée, ne participeraient plus à sa progression, et, finalement, se dessècheraient. L'investissement scientifique et humain représenté par l'effort de formation de ces chercheurs, deviendrait très vite obsolète et l'organisme de recherches, ayant perdu toute originalité et toute vie scientifique, mériterait d'être supprimé.

3. Des problèmes sociologiques encore plus graves que pour les recherches biologiques

Nous avons souligné ci-dessus les difficultés de relations humaines entre chercheurs et haute administration. Elles sont probablement maximisées dans le cas des économistes. Le haut fonctionnaire reconnaît en effet qu'il n'est pas spécialiste de la biochimie ou de l'écologie. Par contre — et sous-estimant souvent les progrès réalisés par la science économique depuis qu'il a quitté l'Université — il se considère comme économiste !

Puisque J.-K. Galbraith a recommandé aux économistes d'écrire avec humour (19), je ne résisterai pas au plaisir de citer en cette matière la leçon inaugurale à University College, London, du Professeur Wilfrid Beckerman (20).

« Il est bien connu que d'être un conseiller économique du gouvernement à Whitehall vous place dans une situation ressemblant à celle d'un étudiant qui aurait chaque jour à passer un examen en économie. Mais il y a une différence fondamentale : cela n'a pas trop d'importance si on ne trouve pas la bonne réponse. Car, de toute façon, personne n'en tiendra compte. Les politiciens ont leurs propres critères particuliers de choix et les autres autorités croient qu'elles connaissent toute la science économique même si, en fait, comme dirait l'un de mes collègues, elles ne savent pas distinguer une courbe de la demande d'un poteau télégraphique ».

A l'opposé, les chercheurs en économie sont en général conscients de la jeunesse de leur science et du caractère encore imparfait et fragmentaire de leurs analyses. Ils sont donc particulièrement réticents dans leurs écrits et multiplient les réserves et restrictions. Ceci agace les hommes d'action qui se plaignent aussi, à juste titre, que trop de chercheurs écrivent dans une langue manquant de clarté (21).

Mais sans développer l'analyse de ces déplorables phénomènes d'incompréhension, il faut essayer de formuler quelques propositions constructives.

Tout semble être un problème de maintien d'une certaine distance entre recherche économique et centres de décisions politiques tout en assurant des flux d'informations intenses dans les deux sens.

La nécessité de la distance est justifiée avec force par la citation suivante d'un document qui tire son importance du fait qu'il résume les travaux d'un groupe de réflexion auquel participait M. Claude Gruson, le « père » de la comptabilité nationale française qui était à l'époque, Directeur général de l'INSEE, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

« ... Il semble bien qu'il existe une dynamique propre de la connaissance scientifique. Celle-ci ne peut se manifester que dans une communauté des chercheurs qui doit maintenir une certaine distance à l'égard des centres de décision. Une telle communauté, en effet, doit être mue par les curiosités propres des chercheurs ; or celles-ci peuvent être suscitées, mais non dirigées. Elle doit permettre une maturation des idées qui ne saurait être que lente et cette lenteur est peu compatible avec la mobilité des préoccupations de la plupart des hommes d'action. Enfin, elle doit être suffisamment étendue, en particulier pour que la concurrence des idées indispensables à l'avancement de la connaissance puisse s'exercer » (22).

La contrepartie essentielle de cette « distance » c'est la création de flux d'information intenses.

(18) SCHULTZ (T.W.) : *Some guiding principles in organizing agricultural economics research*. J. Farm. Economics 36.1, Fév. 1954, p. 20.

(19) « I doubt, that good economic writing can be devoid of humour », GALBRAITH (J.K.) : *Economics, Peace and Laughter*. New-York, Signet Books, 1972, p. 24.

(20) BECKERMAN (W.) : *Economists, Scientists and Environmental Catastrophe*. London, 24th May 1972, à paraître dans Oxford Economic Papers, Nov. 1972.

(21) Mais comme écrit J.K. GALBRAITH : « What is wholly mysterious in economics is not likely to be important ». Op. cit., p. 44.

(22) Divers auteurs : *Jalons pour une politique de l'information économique*. Rapport de synthèse du colloque sur l'information économique, Paris, INSEE, Juin 1967, p. 58.

Le flux de la recherche vers les décideurs sera perçu et rendu utile si les décideurs ont une culture économique de base améliorée et si les chercheurs savent écrire et présenter leurs travaux de manière qu'ils soient lus. Le rôle de bons journalistes économiques peut, en cette matière, être important. Mais ce flux d'informations issu de la recherche sera d'autant plus susceptible d'intéresser le décideur qu'il aura pu, par un flux en sens inverse, convaincre le chercheur de s'intéresser à des problèmes pertinents.

Ceci n'est pas aisé car les « commandes » de l'Administration ne tiennent pas assez compte de la nature propre de la connaissance scientifique (23).

Pourtant la coopération doit être possible et les conflits doivent pouvoir s'atténuer. Nous n'en voulons pour exemple que la qualité scientifique et l'utilité politique des recherches de l'ERS. Il y a là un service qui est dans le Ministère de l'Agriculture mais assez indépendant. Un petit groupe d'économistes sert d'intermédiaire entre le ministre (et son état-major) et l'ERS. Ce groupe traduit les préoccupations des décideurs politiques en termes utilisables pour le lancement de nouvelles recherches. Il répond directement aux questions que l'ERS a déjà éclairées grâce à son énorme activité. Il transmet aux décideurs certains résultats de recherches particulièrement importants. Pour un observateur extérieur du moins, cela semble fonctionner.

Ne soyons donc pas trop pessimistes. »

(fin de citation)

Conclusion partielle

Le bilan en ce qui concerne l'aval de la recherche — du moins hors des milieux scientifiques — pourrait être meilleur. Mais, pour une large part, les améliorations à apporter sont hors du domaine des chercheurs. Il faudrait réorganiser l'école, mieux former les hommes, réformer la vulgarisation, transformer l'administration...

Ceci ne veut pas dire que les chercheurs ne peuvent pas faire mieux eux aussi. Espérons en particulier que les journalistes économiques, dont nous avons demandé, il y a plusieurs années, le recrutement, afin qu'ils réécrivent les travaux scientifiques pour des publics plus larges et plus variés, pourront être recrutés.

CONCLUSION

Cette discussion et présentation des principales recherches a été fort longue. Je m'en excuse auprès des lecteurs, mais je dois m'excuser aussi auprès de tous ceux dont je n'ai pu citer les travaux. Essayons, à titre de compensation, de faire une conclusion brève.

Comparé à la situation catastrophique de la première moitié du siècle et mesuré par des comparaisons internationales et en essayant d'apprécier son audience scientifique, le niveau de l'école française d'économie rurale semble relativement satisfaisant. En tout cas, un groupe bouillonnant et passionnant existe. Il est très diversifié dans ses compétences et sa manière d'approcher les problèmes ; il est animé du désir de servir la collectivité nationale et de progresser scientifiquement ; c'est l'essentiel (24).

L'impression dominante, qui me paraît ressortir assez nettement de la longue analyse que nous avons faite des principales acquisitions de la science au cours des années récentes, est qu'un grand nombre de questions sont maintenant très nettement décantées et qu'un très large consensus de tous les spécialistes — à l'exception parfois d'une petite frange irréductible — s'est formé pour accepter les

explications de très nombreux phénomènes intéressant l'économie agricole. Ce qui me paraît très significatif, c'est que ce consensus a été atteint par des chercheurs venant d'horizons très divers et utilisant des approches fort différentes. L'explication des mécanismes internes aux exploitations agricoles, la compréhension du fonctionnement des marchés de la plupart des facteurs de production, l'interprétation des formes de concurrence et des manifestations de domination se produisant sur les marchés agricoles, l'analyse du rôle d'ensemble de l'agriculture dans la croissance, tout cela est, pour l'essentiel, admis par tous et peut-être, dans une large mesure, rangé dans le placard des dossiers réglés.

Heureusement pour les perspectives d'emploi des économistes ruraux, les problèmes apparemment réglés ont souvent l'habitude de renaître sous des aspects nouveaux. Un des tests du dynamisme d'un organisme de recherches est précisément de savoir s'il s'avère capable de pressentir ces changements et de réorienter à temps ses programmes, afin de pouvoir apporter, dès que possible, des éclairages utiles sur ces nouveaux problèmes.

Cette vitalité scientifique, si essentielle pour tout groupe de recherches, a été, dans l'ensemble maintenue. Mais il faut sans cesse lutter pour la promouvoir. Ceci supposerait, à mon avis, des formules plus souples de gestion des personnels et une condamnation plus vive des tendances gérontocratiques et des méthodes d'avancement au choix que certains voudraient encourager. Il serait navrant que les concours se fassent sur la base de l'ancienneté et des fonctions administratives occupées et sous-estiment le mérite scientifique, que des chercheurs qui, depuis plusieurs années, n'ont pas publié une seule œuvre scientifique reconnue, soient promus.

Grâce à cette vitalité scientifique, pour laquelle il faudra toujours se battre, et à condition que les crédits de fonctionnement ne soient pas trop chichement mesurés (car la recherche avancée coûte de plus en plus cher) l'on peut espérer s'attaquer, avec des chances raisonnables de progresser, à des sujets plus difficiles. Nous en avons présenté une longue liste. Parmi ceux-ci, il semble que les travaux éclairant les décisions à tous les niveaux et analysant la dialectique décideurs-modèle de décisions sont particulièrement importants. Les années qui viennent exigeront, en effet, une gestion beaucoup plus « fine » de l'économie. Les générations futures apprendront à l'école, la logique, les mathématiques avancées, l'informatique, les sciences de la décision. Elles ne comprendraient pas que « les princes qui les gouvernent » continuent à prendre des décisions graves dans les couloirs d'un cabinet ministériel, entre 20 h 30 et 20 h 35, après une journée fatigante.

L'un des domaines où ces modèles de décisions seront particulièrement nécessaires est celui de la gestion de la recherche elle-même. Par exemple, j'ai proposé, dans le présent rapport, un grand nombre d'orientations de recherches nouvelles (25). Compte tenu des moyens disponibles, un petit nombre seulement d'entre elles pourront être engagées. Il faudra, pour guider les choix indispensables, des outils de décision très performants, et une autorité scientifique incontestée.

(23) Ce point est illustré avec force, dans le cas particulier de la recherche sociologique, par J. CUISENIER : *La sociologie et ses applications. Recherche sur programme et recherche sur contrat*. R. Franç. Sociol. VII ; 1966. 361-380.

(24) Je trouve toutefois que ses connaissances en langues étrangères sont trop souvent lamentables mais c'est, malheureusement, un phénomène qui n'est pas propre à la recherche en économie rurale.

(25) Bien entendu, l'ensemble de ce que j'ai repéré en matière d'orientations nouvelles est loin d'être exhaustif. L'une de nos thèses constantes est qu'il faut, en la matière, maintenir à tout prix le pluralisme des impulsions. La détermination de « l'ensemble du possible » exige la participation de tous les chercheurs et de multiples sources d'idées extérieures à la recherche.

DISCUSSION

M. Rolland. — Comment établir des relations enrichissantes entre ceux qui ont la chance de pouvoir observer et réfléchir hors des contingences du jour, et ceux qui ont la responsabilité de la préparation des décisions que le pouvoir doit prendre dans le contexte des réalités et des pressions de l'immédiat ? Faut-il intégrer des chercheurs dans l'appareil de préparation des décisions, ou faut-il organiser l'information et le dialogue dans le respect des deux fonctions et des deux structures ?

D. Bergmann. — Cette question fondamentale a donné lieu à d'amples débats aux récentes réunions de l'OCDE sur les recherches agronomiques. Les difficultés entre la recherche et le pouvoir existent dans la plupart des pays.

Trop souvent, les chercheurs écrivent mal. Mais qu'a-t-on fait en France pour rendre la vie intellectuelle des hauts fonctionnaires plus sérieuses, assurer leur recyclage, les mettre au courant des méthodes modernes de décision ?

Selon l'exemple des Etats-Unis, la recherche économique devrait être assez distante par rapport aux centres de décision, mais reliée à eux par d'intenses flux d'information. Les études prospectives et la planification à long terme favorisent le dialogue recherche-administration. Les chercheurs ont manifestement beaucoup à apporter à ces travaux prospectifs, permettant à la haute administration de faire des choix qui influenceront à leur tour sur les programmes de recherche. Les recherches seront plus pertinentes et les utilisateurs plus intéressés par leurs résultats parce que, dès le début, ils auront confronté leurs vues.

Cependant, c'est un fait essentiel, on ne peut faire de la recherche sous la pression du quotidien.

M. le Scao. — En matière de recherche en économie et en sociologie rurale, les agriculteurs de pointe ont traditionnellement joué un rôle important ; ils le jouent encore aujourd'hui particulièrement lorsqu'ils ont constitué des structures de groupes. Des échanges doivent normalement exister entre la recherche et ces agriculteurs.

M. Chatanay. — La recherche sur les industries agricoles et alimentaires doit-elle être faite uniquement en vue de l'intérêt du consommateur, conçu comme la finalité de l'économie. Ne devrait-elle pas être également effectuée en fonction de l'intérêt que l'industrialisation présente pour les producteurs ?

D. Bergmann. — Le but de la recherche est l'avancement de la connaissance. Cette connaissance sera, suivant les cas, plus utile à tel ou tel groupe ; car la recherche n'est pas neutre. Si on sélectionne des vaches de manière à ce qu'elles soient faciles à traire à la machine, ou qu'elles aient un caractère particulièrement docile et qu'elles n'aient pas d'objection à vivre en grands troupeaux, on favorise la concentration des exploitations agricoles en grandes unités. Donc même la recherche sur la génétique animale n'est pas neutre. Et la recherche en sciences humaines n'est pas neutre non plus. Mais beaucoup de groupes différents et éventuellement opposés peuvent s'emparer des résultats de recherches et en faire l'utilisation qu'ils croient la meilleure pour leur propre dossier. C'est normal. Je pense quand même que, les chercheurs, payés par les contribuables, sont au service de la collectivité nationale dans sa totalité. Ceci n'est toutefois pas très simple à traduire en principes concrets.

Il n'y a pas identité nécessaire entre les intérêts de la collectivité nationale et ceux ressentis par le gouvernement. Mais le fait de privilégier l'intérêt des consommateurs est justifié par leur nombre. Toutefois le groupe des consommateurs est hétérogène, il comprend des couches plus riches et des groupes moins riches, des consommateurs manipulés et d'autres qui le sont moins. Finalement, c'est quand même au gouvernement, porte-parole des contribuables qui paient les chercheurs, de préciser ses grandes options en matière de recherches ; il ne le fait pas toujours clairement.

M. Tardy. — Des « journalistes » spécialisés sont-ils nécessaires pour mettre à la portée de tous les travaux « hermétiques » des économistes ? Les enseignants et les vulgarisateurs s'y efforcent et ne le font pas si mal...

M. Henry. — Des méthodes de programmation de la recherche sont-elles actuellement utilisées à l'INRA ? Dans l'affirmative, ces métho-

des ne favorisent-elles pas une meilleure coordination des objectifs de l'Administration et des travaux des chercheurs ? Dans la négative que's facteurs expliquent l'absence d'utilisateur de ces méthodes ?

D. Bergmann. — L'application des méthodes modernes d'éclairage des décisions (calculs avantages/coûts, PPBS...) à la recherche, soulève de graves difficultés. La conférence OCDE de 1969 consacrée à ces questions l'a montré. On peut quand même mieux faire réfléchir les chercheurs aux conséquences des choix qu'ils font en matière d'orientation de leurs travaux. Pour éclairer ces choix et permettre une meilleure gestion de la recherche, je crois aux vertus d'une recherche où l'on finance des « projets » plutôt que des institutions. J'ai pris position sur ce point il y a plusieurs années. Mais je suis minoritaire. Une gestion de la recherche par « projets » faciliterait la transmission de l'information. Mais le fichier du Comité d'orientation et d'examen des programmes d'études économiques (CODEPE) du Ministère de l'Agriculture, donne l'impression que certaines directions ne tiennent pas du tout à ce que le lecteur connaisse leurs activités d'études.

M. Clément. — Si la recherche ne peut s'effectuer sous la pression du quotidien, parce qu'elle vise essentiellement l'avenir, elle se doit alors de travailler dans l'axe des grands problèmes que cet avenir posera. Les prémices de ces problèmes peuvent et doivent déjà être trouvés dans le présent auprès de ceux qui les vivent quotidiennement, les exploitants agricoles. M. Bergmann se préoccupe vivement des relations de la Recherche avec la haute administration, mais ne dit rien des rapports que devrait avoir la Recherche avec les exploitants agricoles et leurs organismes professionnels. Depuis les récentes réformes, la vulgarisation agricole (lien entre la recherche et la production) est entièrement entre les mains des Chambres d'Agriculture, des SUAD et autres organismes similaires. M. Bergmann aime à citer l'exemple américain : or, aux Etats-Unis, il y a un étroit contact à la base entre les chercheurs (qu'ils appartiennent à la recherche fondamentale ou à la recherche appliquée) et les producteurs agricoles.

Que pense M. Bergmann des relations entre la Recherche et la production en France ?

D. Bergmann. — Il y a certes des relations étroites et fructueuses entre la Recherche, les centres de gestion et les ARER actifs. Mais dans l'ensemble, la vulgarisation agricole est, en France, en état de crise grave ; elle utilise mal les résultats de la recherche et pas seulement de la recherche économique. Ce problème préoccupant n'est pas celui que nous traitons ici, il n'est d'ailleurs pas de mon ressort.

C. Baillet. — Dans le chapitre relatif à la politique agricole et à l'analyse globale du rôle du secteur agricole dans la croissance économique d'ensemble, un passage sur les relations économiques extérieures explique le fait que très peu de recherches sur les relations économiques extérieures agricoles ont été entreprises à l'INRA. La raison essentielle de cette déficience, que je considère personnellement comme regrettable, résiderait dans l'attitude idéologique des chercheurs auxquels cette tâche avait été confiée, ceux-ci ayant estimé entre autres que le Marché Commun avait peu de chance de subsister !... Une étude objective de la situation leur eut sans doute démontré le contraire. Les faits en tous cas leur ont jusqu'à aujourd'hui donné tort, et leur aveuglement est à l'origine de la pauvreté des travaux de l'INRA en la matière. On ne peut que le regretter au moment où la France va, avec ses partenaires européens, s'engager dans de difficiles négociations commerciales au niveau mondial (Nixon-round).

M. Bergmann peut-il préciser sa pensée sur l'avantage ou l'inconvénient qu'il y a pour un chercheur ou une équipe de recherche d'être aussi politiquement engagé ? Il présente les conflits entre les chercheurs et le pouvoir comme une conséquence inévitable de l'indépendance des chercheurs qui remettent en cause les schémas actuels, et le conservatisme des détenteurs du pouvoir. Les causes de ces conflits ne résident-elles pas finalement davantage dans le fait que les engagements politiques des chercheurs ne sont pas forcément identiques à l'orientation conceptuelle des responsables du pouvoir. Si tel est le cas, est-il alors opportun pour l'efficacité de la recherche, que dans leur vie professionnelle les chercheurs, bénéficiant d'un statut de fonctionnaires, laissent aussi nettement disparaître leur engagement politique ? Cette pratique se traduit par un appauvrissement de l'arsenal des moyens dont le pays dispose pour pratiquer une politique éclairée.